

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 4 AVRIL 1977  
N° 417 1,50 F

Belgique 15 FB  
Commission paritaire 56942  
\* \*

La question de la proportionnelle

p.2

## LES EXPLOITS DE LA POLICE DES SUPER-MARCHÉS

Assassinée pour 30 F !

Lui, pour 1 500 F par mois, il travaille dans une carrière à Dinan, où il attrappe la silicose. Elle, avec ce salaire, elle essayait de faire vivre ses trois enfants. Un jour, dans un supermarché, pour eux, elle prend sans payer trois morceaux de viande : une valeur de 30 F.

Elle se fait prendre ; emmenée dans le bureau du directeur, elle est menacée de poursuites parce qu'elle ne peut pas payer. Effrayée, elle donne un faux nom. Une véritable chasse se déclenche : un inspecteur de police s'en occupe, la gendarmerie prend le relais. Cette femme est convoquée par le procureur. Elle n'ira jamais : elle a préféré se jeter dans la Rance.

Tous les jours, le capital tue à la mine, sur les chantiers et dans les usines, pour s'accroître du profit arraché aux travailleurs. Cette fois-ci, c'est pour trente francs qu'il a assassiné : le plus barbare des truands ne l'aurait pas fait.

## VANCE ET GISCARD

# CONSTATS D'ECHECS ET DIFFICULTES



Fait inhabituel, c'est Carter lui-même qui a accueilli son secrétaire d'Etat, Vance, hier à son retour d'Europe. Par ce geste, il voulait minimiser l'échec des négociations SALT. Cet échec, signe de l'agressivité croissante de l'URSS, dont Vance a rendu compte à Giscard samedi, accélère la course aux armements et accroît les pressions de l'impérialisme US qui exige de l'impérialisme français une plus grande complicité en Europe comme dans le reste du monde.

Lire notre article p.7

Vance, secrétaire d'Etat de Carter, perplexe après le «niet» de Brejnev.

# LE COMBAT DE 2500 DOCKERS CONTRE USINOR

Interview de Roger Gouvert, secrétaire général du syndicat CGT des dockers

Les dockers aujourd'hui posent une question : faudra-t-il demain travailler en feux continus sur les quais privatisés. Le port est complètement paralysé.

Les dockers posent aujourd'hui une question : faudra-t-il demain travailler en feux continus sur les quais privatisés d'Usinor avec des salaires amputés et sans les garanties d'embauche qui leur sont acquises depuis trente ans ?

Roger Gouvert, secrétaire général du Syndicat CGT des dockers de Dunkerque nous explique les raisons du combat des 2 500 dockers qu'il dirige.

Lire en p.12

## Parlement

### Ouverture d'une session agitée

## SONACOTRA

### Succès du meeting pour le retour des expulsés

Voir p.5

## «Il a fait faillite le capitalisme

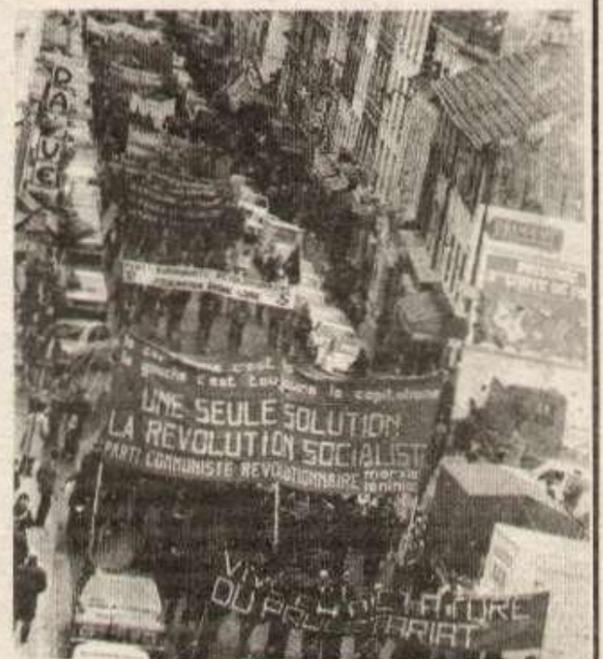
# LA FRANCE DE DEMAIN, C'EST LA FRANCE SOCIALISTE !

Plusieurs milliers de personnes ont participé, dimanche, à la manifestation appelée par le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste. L'après-midi, un grand Rassemblement Communiste se tenait à la Mutualité.

Tout au long de cette journée de lutte, s'est affirmée avec force la perspective de la France socialiste de demain.

## SUCCEs DE LA MANIFESTATION ET DU RASSEMBLEMENT HIER A PARIS

Lire notre compte rendu p.8 et 9



# POLITIQUE

## ELECTIONS : LA QUESTION DE LA PROPORTIONNELLE

Par Jean LERMET



Une traditionnelle machine à voter à l'américaine ; scrutin «majoritaire» ou scrutin «proportionnel» : l'attirail électoral de la bourgeoisie reste bien désuet au regard de la gravité de la crise...

Sous la V<sup>e</sup> république, l'élection des députés se fait «au scrutin uninominal majoritaire à deux tours». Sous la IV<sup>e</sup>, elle se faisait au «scrutin de liste proportionnel».

### LE SYSTEME ACTUEL :

Chaque département est découpé en plusieurs circonscriptions électorales. Il y a un député (avec son suppléant) à élire pour chaque circonscription. Au premier tour, si un candidat

obtient plus de 50 % des voix, il est élu. Au deuxième tour, le député est celui qui obtient le plus de voix parmi tous les candidats restés en présence.

### LE SYSTEME PROPORTIONNEL :

Sous la quatrième république, il y avait plusieurs députés à élire pour chaque département. Chaque parti constituait une liste dans le département, avec autant de candidats qu'il y avait de

sièges à pourvoir. Les sièges étaient ensuite répartis selon le système «de la proportionnelle à la plus forte moyenne» (il existe un autre système, dit «au plus fort reste»).

### MANIPULATIONS DIVERSES : LE SYSTEME ACTUEL :

Celles du système actuel sont bien connues : le découpage des circonscriptions, en 1958, a pratiquement permis d'éliminer pour cinq ans le PCF de la scène

parlementaire. On fait d'une part de très grosses circonscriptions, avec beaucoup d'électeurs, là où on sait qu'il aura des députés, et des petites là où la droite était sûre de passer. D'autre part, on avait découpé des circonscriptions où les banlieues ouvrières étaient noyées dans des régions rurales.

Par ailleurs, le système du désistement peut permettre d'éliminer un parti minoritaire puissant : avec 20 % des voix, si tous les autres s'entendent contre lui, il peut être battu partout au deuxième tour. Inversement, le parti le plus fort de la «majorité», en arrivant en tête au premier tour, et en obtenant le désistement des autres, se taille la part du lion.

Voici deux exemples significatifs :

- en 1958, le PCF n'a eu que 10 députés : il lui fallait 388 220 voix (au premier tour) pour avoir un député ; pour les gaullistes, ce chiffre était de 19 069, et pour les radicaux... de 15 630 voix ! Un député PCF «pesait» vingt-cinq fois plus qu'un député radical !

- en 1968, avec 35 % des voix, le parti gaulliste obtenait plus de la moitié des députés.

### LA «PROPORTIONNELLE» AUSSI

Mais la «proportionnelle» réserve aussi des surprises. Par exemple, aux élections municipales, les électeurs, dans les villes de moins de 30 000 habitants, peuvent rayer les noms qui leur déplaisent : un candidat dont le parti obtient la majorité peut être éliminé. Ceci dans le cadre du scrutin majoritaire. Le même résultat peut se produire, avec le même système, dans le scrutin proportionnel.

Sous la IV<sup>e</sup> république, les partis dits de la «troisième force» avaient imaginé, en 1951, le système dit des «apparentements» : des partis pouvaient décider «d'apparenter» les listes qu'ils présentaient chacun dans un département. Si les listes apparentées obtenaient ensemble la majorité absolue (plus de 50 %), les autres étaient entièrement éliminées. L'objectif était de limi-

ter la représentation du PCF et des gaullistes du RPF. Le résultat recherché fut atteint : aux élections de cette année là, il fallut 52 802 voix pour faire un député PCF, 58 000 pour un député gaulliste, et 25 514 seulement pour un député radical.

Selon le système adopté, l'application de la proportionnelle peut donner lieu à bien des surprises. Ainsi, le système est supposé per-

mettre l'expression des minorités, et des petits partis. Aux élections de 1967, au scrutin majoritaire en vigueur actuellement, le PSU obtenait quatre députés avec 506 592 voix. Certes, à la proportionnelle «au plus fort reste», il en aurait eu 6 (soit encore la moitié moins que les autres partis par rapport au nombre de ses voix). Mais, à la proportionnelle «à la plus forte moyenne», il ne lui en serait resté que deux !

## Proportionnelle

- Pourquoi cette question ?
- Pourquoi aujourd'hui ?

Les «petits partis du centre», radicaux et lecanuétistes, ont toujours souhaité l'adoption de ce mode de scrutin : il leur permettrait de disposer de plus de députés, au lieu de se trouver contraints de se retirer au deuxième tour en faveur des gaullistes. Les Républicains Indépendants, par la voix de certains personnages de second plan, ont également pris position en sa faveur : leurs raisons sont les mêmes. Mais, en tant que parti du président de la république, ils attendent que Giscard se prononce, et celui-ci doit tenir compte d'autres facteurs que de leur intérêt.

Les gaullistes ont toujours été contre, d'abord pour des raisons tenant aux institutions «majoritaires» de la cinquième république, mais aussi pour leur intérêt : en tant que plus grand parti de droite, ils bénéficient au second tour du désistement des autres ; ainsi, récemment encore, des listes de Chirac à Paris.

### INSCRITE AU PROGRAMME COMMUN

La gauche a inscrit cette mesure dans le programme commun, et pourrait difficilement se déjuger. Pourtant, dans l'hypothèse où elle remporterait les élections assez largement, le système actuel, qui joue toujours en la faveur du bloc majoritaire, pourrait l'avantager. C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui, un courant existe au sein même du RPR en faveur de la réforme de la loi électorale : d'assez nombreux députés menacés dans leur circonscription pourraient espérer retrouver un siège sur une liste établie au niveau départemental, dans le cadre du système proportionnel. Quant à Giscard, il pourrait espérer deux choses. D'abord, augmenter la représentation des partis «du centre» qui le soutien-

nent. Ensuite, en supprimant les alliances électorales du deuxième tour, détacher le PS de Marchais.

### MAIS... IL Y A BEAUCOUP DE MAIS !

Même si de nombreux députés la souhaitent dans ses rangs, le RPR ne peut guère accepter la réforme : elle serait contradictoire avec son projet lui-même, qui est d'écraser les autres partis de droite pour se placer en seul rival du programme commun. Et Giscard, qui veut «tenir» jusqu'en 78, est bien obligé de prendre sa position en compte : il l'a d'ailleurs dit ouvertement.

L'alliance entre PS et PCF, si elle a des visées électorales, a aussi d'autres raisons dans la situation de la lutte des classes : même si des contradictions profondes les opposent, un changement du système électoral ne suffirait pas forcément à les séparer à court terme.

Le PS, qui peut espérer profiter de sa position de «plus fort parti» en cas de victoire électorale en 78, ne tient pas à soulever d'urgence la question. Et le PCF ne peut manquer de voir dans le système actuel une garantie de l'alliance qu'il craint de voir rompue par ses partenaires.

Enfin, une réforme du système électoral à moins d'un an des élections pourrait indisposer les votants en puissance, en donnant l'impression d'une manipulation.

Alors que, théoriquement, une majorité de parlementaires la voteraient, alors que Giscard y trouverait son compte, la «proportionnelle», pour ces raisons a bien peu de chances de voir le jour d'ici 78.

## GISCARD ET LA PROPORTIONNELLE

En 1974, lors de la campagne présidentielle, Giscard avait répondu à une question posée à ce sujet par un journaliste du «Monde».

Q : «Monsieur Jean Lecanuet a présenté la modification de la loi électorale comme un des points importants du contrat passé entre vous et lui. Il y aurait question d'introduire la proportionnelle un peu comme dans le système allemand ».

R : «Ce que je dis est un peu différent. En fait, le scrutin d'arrondissement à ses mérites que j'approuve, mais c'est un scrutin très dur pour la représentation des minorités politiques et dont la nécessité est moins évidente lorsque l'exécutif est fort, comme c'est le cas dans nos institutions actuelles. La question que l'on doit d'abord se poser est de savoir si le régime politique français doit évoluer dans le sens d'un régime présidentiel plus explicite ou rester dans le statut quo actuel. Ma préférence va à l'évolution vers un statut présidentiel plus explicite, mais je reconnais que ce n'est qu'une opinion personnelle et que beaucoup de milieux politiques s'interrogent encore et auront à en débattre. Si l'évolution devait se faire dans un sens présidentiel plus explicite, à ce moment-là il sera normal, pour que l'Assemblée Nationale reflète plus fidèlement la réalité politique française, d'atténuer la dureté du scrutin d'arrondissement par un correctif de type allemand. Toutefois, ce correctif «proportionnaliste» ne devrait pas avoir l'ampleur de la proportionnelle dans le système allemand, où il représente la moitié. On devrait envisager quelque chose de sensiblement atténué. Dans ce domaine, de toute manière, c'est au Parlement de trancher».

Position des plus prudentes, donc, bien dans la manière de Giscard, est loin de ce que Lecanuet prétendait avoir entendu : d'abord, il n'est pas question de la proportionnelle «intégrale», mais d'un mélange avec le système actuel. Ensuite, une évolution «présidentielle» du régime est posée comme condition. Aujourd'hui, alors que de toutes parts on souligne la «faiblesse» de Giscard, cette condition n'est même plus évoquée. Enfin, le renvoi au Parlement est une façon de s'en laver les mains qui n'a rien de... «présidentiel» !

(\*) Le système allemand : la moitié des députés sont élus par un système proche de celui en vigueur en France. Mais l'autre moitié est désignée de manière que le total des députés revenant à chaque parti corresponde au résultat qu'aurait donné la proportionnelle «à la plus forte moyenne». Des clauses supplémentaires sont prévues pour éliminer les petits partis.

## Parlement

SESSION DE PRINTEMPS  
AGITEE

Samedi s'est ouverte officiellement à l'Assemblée Nationale et au Sénat la session de printemps. Cette première séance n'a constitué que le hors-d'œuvre d'un repas qui promet d'être plus agité qu'à l'accoutumée. Les assemblées ont élu leurs bureaux, à l'exception des présidents qui sont élus, à l'Assemblée Nationale au début de chaque législative et pour toute leur durée, et au Sénat lors de chaque renouvellement partiel. En dehors du président Edgar Faure le bureau de l'Assemblée Nationale comprend six vice-présidents, trois questeurs et douze secrétaires,

renouvelables chaque année. Tous les groupes parlementaires sont représentés au sein du bureau qui a pour tâches de discuter avec le représentant du gouvernement de l'ordre du jour des séances. Les premières séances ne seront consacrées qu'à des textes sans importance et à l'éloge funèbre des députés, dont celui de De Broglie.

Les députés auront ensuite à se prononcer sur la déclaration de politique générale du nouveau gouvernement, vers la mi-avril. Le Sénat sera également consulté.



Par pitié, messieurs de la majorité, faites-moi une session tranquille

## CHIRAC AU CLUB DE LA PRESSE

«DEPUIS 20 ANS, NOUS AVONS  
ASSUMÉ LE CHANGEMENT»

Malgré la répétition de termes musclés : détermination, vigilance, résolution, malgré l'évocation du passé gaulliste, malgré le ton péremptoire, c'est bien une impression de fragilité qu'a donné hier soir le nouveau maire de Paris, sa fermeté ne servant qu'à mesurer la faiblesse de ses arguments et les limites de sa stratégie.

Pendant une heure, Chirac a dénoncé la « coalition socialo-communiste », s'affirmant comme le seul rumpart solide face au déferlement de la « révolution marxiste ». Une nouvelle fois, ses divergences avec Giscard sont nettement apparues. Le chef du RPR a feint de considérer la gauche comme un bloc sans failles, il a qualifié les socialistes de « marxistes révolutionnaires », alors que Giscard prend toujours soin de déplorer l'alliance du PS et du PCF et s'efforce de détacher le PS du PCF.

Chirac a affirmé également que le passage de la gauche au pouvoir créerait un processus irréversible en France, rendant impossible tout recours. Analyse opposée à celle de Giscard dont la tactique est d'apparaître comme un recours possible après les législatives de 78 si la gauche est majoritaire, comme le garant des institutions face à la gauche. Sans l'affirmer ouvertement, Giscard laisse entendre qu'il saura alors s'accommoder d'un succès de la gauche et gouverner avec Mitterrand.

Toute la stratégie de Chirac, repose au contraire sur la mobilisation de l'électorat réactionnaire apeuré par le programme commun.

C'est à cela qu'il s'est employé hier soir.

Autres points de désaccords qui s'affirment : la politique européenne. Le chef du RPR a dit plus nettement que jamais, qu'il ne voterait pas, en l'état actuel, le projet d'élection au suffrage universel du Parlement européen. Il en est de même à propos de la ratification des changements intervenus au sein du Fonds Monétaire International.

Loin de s'atténuer, les contradictions des partis de droite s'élargissent donc, les mois qui viennent les verront s'affronter plus vivement.

S.L.

EDGAR FAURE  
PRÉPARE SON  
RECLASSEMENT

Edgar Faure, après la veste qu'il a prise à Pontarlier où sa liste est minoritaire prépare son reclassement politique. Constatant l'affrontement majorité-opposition, Edgar Faure suggère pour la période qui s'ouvre jusqu'aux élections, la constitution d'un programme acceptable par les deux blocs. Il se voit déjà probablement dans le rôle de médiateur entre la droite et la gauche, ce qui, quelque soient les résultats des élections de 1978, lui assurerait son avenir politique.

LES IMPASSES  
DU PLAN BARRERedresser le taux  
de profit  
des capitalistes

## « ASSAINIR » L'INDUSTRIE : CHÔMAGE

Au cœur de la politique actuelle de l'impérialisme français, il y a l'impératif majeur : assainir les structures de l'industrie. Barre distingue trois groupes de secteurs et propose pour chacun d'eux une thérapeutique particulière.

\* Pour la sidérurgie, la construction navale, les engrais et les papiers-cartons, ce sont les grands moyens : plan de restructuration, aide de l'État pour moderniser et licencier.

\* Pour le textile, l'habillement, la chaussure, l'ameublement et l'imprimerie, les moyens sont plus flous : c'est pour ces secteurs que les tendances protectionnistes se manifestent plus nettement.

\* Pour la pharmacie, la machine outil, le machinisme agricole, la péri-informatique, l'électronique professionnelle, les poids lourds et les instruments scientifiques, Barre annonce des « contrats de croissance » qui devraient conduire au soutien de l'État en contre partie d'un effort de création d'emploi ou d'exportation.

On voit que l'assainissement, sous diverses formes, concerne la grande majorité des secteurs industriels. Mais les moyens dont dispose la bourgeoisie, compte tenu de l'enchevêtrement de contradictions que nous avons vu, paraissent sans commune mesure avec l'objectif poursuivi. Et finalement, l'action se limitera sans doute au premier groupe de secteurs. Pour les autres, l'État se contentera de faire jouer la sélection naturelle, avec en prime quelques cadeaux au vainqueur.

Dans tout cela, Barre ne manifeste pas un grand souci pour l'emploi et s'en remet au « dynamisme des PME » pour créer des emplois... En renvoyant aux calendes grecques ce problème, majeur pour la classe ouvrière, le « premier économiste de France » s'expose tout simplement à ce que son bel édifice s'effondre comme un château de cartes sous la poussée des luttes populaires. Et ce n'est pas le « pacte majoritaire » qui donnera du travail aux chômeurs !

FIN

10<sup>e</sup> anniversaire du Centre National d'Exploitation des OcéansDes richesses immenses que  
la bourgeoisie ne peut exploiter

Le dixième anniversaire du Centre National pour l'Exploitation des Océans, est l'occasion pour l'impérialisme français de faire le point sur les multiples problèmes que lui pose l'exploitation des richesses de la mer. Celles-ci sont immenses : d'une part l'aquaculture, c'est-à-dire l'élevage des poissons et crustacés, et d'autre part l'exploitation des ressources minérales, que ce soit le pétrole, et surtout les nodules polymétalliques (concrétions d'oxyde de fer, de manganèse, de nickel, de cuivre, etc.).

D'après les estimations qui peuvent être faites aujourd'hui, ces ressources pourraient faire face à la consommation de cuivre mondiale pendant 6 000 ans (au rythme actuel) à la consommation de manganèse pendant 400 000 ans, etc...

On comprend l'intérêt que les peys impérialistes portent maintenant à cette question, on comprend aussi l'accord de la France à

l'extension des eaux territoriales à 200 milles, ce qui lui a permis de devenir, en superficie, la troisième puissance mondiale. Alors que le problème des matières premières est crucial pour un impérialisme secondaire comme la France, une telle richesse ne peut que faire apparaître de manière particulièrement saillante les contradictions dans lesquels la France bourgeoise est aujourd'hui empêtrée.

D'abord, l'immense étendue maritime que possède la France est due au fait que notre bourgeoisie colonise encore un grand nombre de territoires : c'est d'ailleurs autour de Tahiti que se trouvent les richesses exploitables le plus rapidement : il est donc vital pour la bourgeoisie française de garder sous sa dépendance des territoires. A l'inverse, en faisant cela, l'impérialisme français est amené à s'opposer aux luttes des peuples et au Tiers-Monde. Contradiction insoluble par la bourgeoisie française en crise.

Deuxième contradiction, non moins insoluble : pour exploiter toutes ces ressources, il faut des moyens : ces moyens, les USA aussi (un consortium vient de se mettre en place, qui com-

prend l'US Steel, la Kennecott Coper Corp., la Rio Tinto Zinc, etc...) mais la France ne les a pas. Ainsi le VII<sup>e</sup> plan ne prévoit aucun crédit supplémentaire pour la recherche océanographique.

Cette question des ressources maritimes jette une lumière crue sur les possibilités de l'impérialisme français : pour pouvoir en profiter, il faut d'une part s'opposer à la force du Tiers-Monde, et la bourgeoisie française en a de moins en moins les moyens politiques, et il faut rivaliser avec les super-puissances, et la France n'en a ni les moyens politiques ni les moyens économiques. Seule une France socialiste, réellement indépendante, est à même de tirer profit de ses immenses richesses.

## Une idée du cabinet Barre

L'EXTENSION  
DU CHÔMAGE PARTIEL

« Le Matin de Paris » semble bien renseigné, du moins le fait-il croire, sur le nouveau plan Barre.

Il est vrai qu'il y a de plus en plus d'adhérents au PS dans les cabinets ministériels, est-ce là les sources d'information du « Matin de Paris » ?

Ce plan qualifié par le nouveau quotidien du PS d'« ambitieux contrat politique » prévoirait une réduction de travail sans compensation des heures perdues dans certaines branches afin d'embaucher des jeunes chômeurs. Les patrons pourraient être exemptés des charges sociales pour une durée limitée pour tout jeune embauché. Les cervel-

les socialistes du cabinet de Barre étudieraient également un projet de « chantiers communaux » : on embaucherait des jeunes chômeurs pour construire des équipements collectifs. Les salaires seraient à la charge de l'État, mais les équipements collectifs seraient payants.

Répartir le poids du chômage sur l'ensemble des travailleurs, plutôt que sur un million cinq cent mille, étonnante solidarité ! Il serait bien surprenant que le nouveau gouvernement soit suicidaire au point de retenir cette idée ; mais peut-être la verra-t-on ressurgir en 78 avec un gouvernement de gauche ?

# POLITIQUE

Marchais écrit à Barre

## LE PCF VEUT RENTABILISER SES SUCCES ELECTORAUX

«J'ai l'honneur de vous demander les mesures que le gouvernement compte prendre afin que les employés laissent aux salariés de leur entreprise, membres d'un Conseil Municipal, le temps nécessaire à l'exercice de leur mandat et pour que le temps qu'y consacrent ces salariés puisse leur être payé comme temps de travail».

Qui écrit en ces termes au premier Ministre ? Marchais secrétaire général du PCF.

Les élections municipales ont permis au PCF de gagner plusieurs municipalités et de figurer dans de nombreuses municipalités socialistes. Des dizaines de permanents ont pu se placer à cette occasion. A qui le PCF fera-t-il croire que Balmigère, nouveau maire de Béziers est ouvrier agricole, que le maire de Ville-neuve St Georges est ouvrier pelletier, Marchais aussi est ouvrier paraît-il.

Il n'en reste pas moins que les centaines de postes

de conseillers municipaux conquis, ne sont pas pour la plupart occupés par des permanents. En demandant à Barre de permettre que ces conseillers puissent prendre sur leur temps de travail sans perte de salaire, Marchais essaye de transformer ces nouveaux conseillers en autant de semi-permanents payés par l'État. Une façon de tirer profit au maximum des résultats électoraux, afin d'étendre l'emprise de ce parti sur les municipalités.

### BARRE PHILOSOPHE

«Tant pis pour ceux qui se sont fait des illusions et qui ont des déceptions», a déclaré Barre aux journalistes à propos de la formation de son gouvernement. Très philosophe, le premier ministre parlait probablement de lui-même. D'ailleurs il a ajouté : «Il est difficile dans ce pays de faire disparaître l'agitation». En somme, une déception de plus.

«Sommet de la gauche» fin avril

## MITTERRAND FAIT LE DOS ROND

Après une courte hésitation, Mitterrand a finalement accepté la proposition de Marchais : un «sommet» des signataires du programme commun se tiendra fin avril ou début mai. On aurait pu penser que la direction socialiste préférerait attendre la réunion de son congrès de juin, et laisser trainer quelque peu le PCF. S'il n'en a rien été, c'est probablement à la fois pour des raisons de rapport des forces entre «gauche» et «droite» en vue de 78, et pour des raisons internes au PS lui-même.

Dans leur concurrence avec les partis de droite, ceux du programme commun ont en effet intérêt, jusqu'en 78, à apparaître comme les plus unis possibles, à être en mesure de faire face aux diverses critiques que ceux-ci leur porte-

ront. D'où le fait qu'ils réserveront autant que possible le règlement de leurs conflits : d'ici là, autant faire preuve en public de bonne volonté de part et d'autre.

Par ailleurs, la direction socialiste se trouve confrontée au sein de son parti à l'opposition du CERES. Celui-ci vient de publier, en prévision du congrès, un texte où il réclame : «L'élargissement et l'approfondissement de l'union de la gauche», afin «de faire pièce au dessein de la droite qui entend tirer parti d'une cassure ou même d'une dégradation des rapports en son sein». Régler la question de la négociation du programme commun avant même le congrès de juin du PS, c'est pour Mitterrand une bonne occasion de mettre son opposition interne devant le fait accompli.



Pour Sarre et le CERES, après la bataille de Paris, une autre bataille perdue au sein du PS ?

## Feu contre feu

Le PCF avait proposé, alors que le programme commun prévoyait une prise de participation majoritaire de l'État dans la sidérurgie, de la nationaliser purement et simplement. Le PS vient de répliquer : il propose que les fonds d'État versés à la sidérurgie soient gérés par un organisme d'État. Ainsi, tout en ayant l'air de faire un pas vers le PCF, la direction socialiste assure-t-elle encore la possibilité d'un droit de regard des maîtres de forges sur leurs entreprises. La discussion sera chaude !

## Les points de «l'actualisation» selon Marchais

- Les aspects économiques et sociaux
  - Les problèmes de la démocratie et de la liberté
  - Fixer un calendrier pour l'application du programme commun
  - Politique extérieure.
- C'est probablement cette partie qui nécessitera le moins de modifications.

## Le piège

Après la réunion du comité central du PCF, Marchais a proposé que «tous ceux qui sont intéressés par l'enrichissement du programme commun (les syndicats, la CGT, la CFDT et peut être d'autres) y soient associés». Double intérêt pour le PCF : utiliser un engagement des directions syndicales, pris au nom des travailleurs, pour empêcher toute lutte une fois qu'il sera parvenu au gouvernement. D'autre part, se placer en position favorable vis-à-vis du PS, du fait que la puissance de la CFDT est plus faible que celle de la CGT, et que l'emprise du PS sur cette centrale est moins assurée que celle du PCF sur la CGT. Maire a commencé par refuser.

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Trois inculpations

Le mari d'une journaliste de «Libération» vient d'être inculpé pour avoir fourni l'arme qui a abattu Tramoni\*. D'autre part, Christian Harbulot, toujours introuvable, est désormais officiellement considéré par la police comme le responsable de la mort de Tramoni. Une certaine presse continue à développer une campagne sur cette affaire : «France-Soir» titrait samedi «Rafle chez les maoïstes». Cette campagne dont l'impact s'avère assez faible pourrait constituer un «ballon d'essai» de la part de la bourgeoisie dans le sens de «dramatiser» la situation.

\* Deux autres «ex-maos» qui auraient eux fourni les cartouches ont aussi été inculpés.

D'autre part, un attentat a causé hier des dégâts matériels au siège de la CFT. Il est revendiqué par les «noyaux armés prolétariens».

## Italie : 910 barils de poison

Aujourd'hui, le gouvernement italien entreprend des travaux pour repêcher 910 barils d'un poison dangereux, le plomb tétra-éthyle. Ces barils sont à 90 mètres de fond à la suite du naufrage d'un bateau yougoslave en juillet 1974. Il aura fallu trois ans, une campagne d'opinion et une décision de justice pour que le gouvernement italien se décide à prendre ces mesures. Certains barils étant déjà corrodés, les plongeurs courent de grands risques.

## Nucléaire

# DES CENTRALES EN CHAMPAGNE

Dans une «lettre ouverte aux Champenois», le Comité d'Organisation de la Défense du Site d'Erstein-Gerstheim souligne le risque d'implantation de centrales nucléaires en Champagne.

Dans cette région, cela fait au moins deux ans déjà qu'il est question de ce genre de projet. Mais une déclaration récente de M. Jean Marie Lorentz, président de la commission de l'Environnement du Conseil Général du Bas-Rhin, vient de relancer cette idée.

Le comité d'Erstein-Gerstheim qui cite cette déclaration dénonce «l'hypocrisie d'une telle prise de position qui consiste à dire «pas de centrale nucléaire chez nous, c'est dangereux, mettez-la en Champagne.»

Les luttes menées en Alsace pour exiger l'arrêt de la centrale de Fessenheim, et l'occupation depuis neuf semaines du site d'Erstein-Gerstheim prévu pour la construction d'une nouvelle

centrale peuvent conduire EDF à des reculs.

Mais comme le note la «lettre ouverte», «EDF et les pouvoirs publics, même s'ils abandonnent leurs projets dans la plaine du Rhin, n'ont pas l'intention de renoncer à leur programme nucléaire. Un plan de renouveau est prêt : la création d'un cœur énergétique (plusieurs dizaines de centrales nucléaires) en Champagne crayeuse.

Creusot-Loire, constructeur de centrales nucléaires, propose dans un rapport intitulé : «pour une stratégie d'implantation des centrales électronucléaires» (ce rapport est diffusé par la FFSPN 57 rue Cuvier 75005 Paris) de substituer à la dissémination actuelle des centrales nucléaires dans des zones à forte densité de population (vallée du Rhin par exemple) la création en Champagne crayeuse «région moins peuplée», «d'un cœur énergétique à proximité des régions parisiennes, du nord et de l'Est.»

Pour toutes ces raisons, le Comité d'Erstein-Gerstheim appelle la population champenoise «à s'organiser dès maintenant et à s'informer collectivement sur les dangers que représentent les centrales nucléaires.

Non aux centrales nucléaires en Alsace, en Champagne et ailleurs !»

## LUTTES OUVRIÈRES

## Sonacotra

## SUCCESSION DU MEETING POUR LE RETOUR DES EXPULSÉS

Le meeting débutait par la projection d'un montage audiovisuel retraçant la lutte depuis son début. Puis, les lumières se rallument, l'écran se lève, la tribune apparaît : le comité de coordination est là presque au complet. Une immense ovation monte de la salle lorsque sont présentés les travailleurs expulsés arbitrairement au mois d'avril 76 et rentrés en France depuis quelques jours au terme d'une lutte acharnée contre l'appareil judiciaire.

Ce succès remporté par l'opiniâtreté dont font preuve les résidents et leur comité depuis maintenant deux ans, a incontestablement donné un second souffle à la lutte. Les interventions qui se succèdent jusqu'à 17 heures en portaient la marque. Tour à tour, des travailleurs arabes, un Portugais, un Africain, venaient clamer bien fort

C'est dans une Mutualité bien remplie que s'est ouvert ce meeting organisé par le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève des loyers. Les travailleurs immigrés de toutes nationalités étaient fort nombreux dans la salle. Ils étaient venus de tous les foyers de la région parisienne. Des travailleurs français, des progressistes de différents milieux avaient tenu à participer à ce rassemblement pour affirmer leur solidarité au courageux combat que mènent les travailleurs contre la Sonacotra.

que la lutte contre la Sonacotra ne prendrait fin qu'avec la satisfaction de toutes les revendications des résidents. Tous ont bien insisté sur le fait que cette lutte, ce n'est pas seulement contre les loyers trop chers, même si ce point est très important. Plus largement, ce sont les conditions de vie dans les foyers qui sont remises en cause : les chambres minuscules, le manque d'équipements collectifs, les gérants racistes, l'absence totale des droits les plus élémentaires comme

la possibilité de recevoir des visites, le droit de s'exprimer, de se réunir...

Devant la prétention de la Sonacotra appuyée par le pouvoir, de ne pas reconnaître le comité de coordination comme le seul représentant des résidents, le rôle et les tâches de celui-ci étaient réaffirmés. « Certains bruits courent actuellement sur une possible ouverture de négociations avec des organisations syndicales, au niveau confédéral, disait un orateur. Il faut bien savoir qu'aucune négociation re-

connue comme telle par l'ensemble des résidents, ne saurait être acceptée sans les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire le comité de coordination ». Il répondait ainsi de façon nette aux tentatives, plus sournoises sans doute, mais toujours présentes, de récupération de leur lutte, notamment par le PCF.

Le meeting se terminait par un vibrant appel à se mobiliser largement pour le 8 avril à 14 h 30 au tribunal de Nanterre et le 13 à 14 h 30 également, au tribunal de Bobigny. Le pouvoir n'a pas renoncé à ses sinistres projets. Ces jours-là, il tentera de faire prononcer une expulsion « légale » par sa justice contre l'avis du conseil d'Etat.

La mobilisation populaire autour des travailleurs mettra ces manœuvres en échec.

Gérard PRIVAT

## Victoire à la SAFT-Leclanché (Romainville)

## Réembauche d'une ouvrière licenciée sans raison

La Saft est une entreprise qui emploie un millier de personnes ; on y fabrique des batteries, des blocs de sécurité... C'est une entreprise qui a de nombreuses filiales en province et la décentralisation y est à l'or-

dre du jour. Des licenciements ont déjà eu lieu, d'autres doivent intervenir à plus ou moins longue échéance. Toutefois, la politique de la direction consiste à reclasser les gens dans des secteurs où les condi-

tions de travail sont telles que les travailleurs démissionnent d'eux-mêmes, évitant ainsi à la direction de verser les indemnités de licenciement.

La direction se montre aussi particulièrement imaginative dans sa volonté d'empêcher toute lutte. Elle a institué un système dit du tiers de jour pour « récompenser » l'ouvrier modèle (celui qui n'arrive jamais en retard, qui n'est jamais absent et surtout qui ne fait jamais grève ; car le plus petit débrayage vous fait perdre tout droit à ces trois heures mensuelles).

La lutte qui s'est menée ces derniers jours concerne le secteur de l'entreprise, la Saft-SOGEA où les conditions de travail sont particulièrement mauvaises. Les ouvrières y manipulent des

produits nocifs tels que le mercure sans aucune protection. La direction y emploie d'ailleurs de nombreux intérimaires et les changements de poste sont monnaie-courante.

Or vendredi 25 une ouvrière qui avait été placée à un poste où elle devait manipuler des produits nocifs a refusé ce poste pour des raisons de santé (elle a déjà eu deux jaunisses). La direction, assimilant ceci à un refus de travail, l'a alors renvoyée chez elle afin d'y attendre sa lettre de licenciement.

Mais lundi et mardi, l'ouvrière est venue à son poste sans qu'aucune tâche ne lui soit donnée. La direction a alors brandi la menace de l'huissier afin de faire constater l'occupation.

Le lendemain (c'est-à-dire le mercredi 30 mars), l'ouvrière s'est présentée à son travail et a pu pénétrer dans l'usine malgré l'opposition de la direction et la présence d'un huissier, après que des délégués et des travailleurs lui aient frayé un passage. L'inspecteur du travail avait été contacté par les délégués.

Ce même jour, l'ouvrière était convoquée par la direction qui la réembauchait et la mettait sur un poste de travail non nocif cette fois. Ainsi, la direction a dû reculer devant la détermination des travailleurs qui n'ont pas hésité à soutenir l'ouvrière concernée en combattant l'idée qu'on ne peut rien faire pour lutter contre la répression ; en combattant ainsi la soumission à la politique de la carotte et du bâton que mène la direction.

La victoire ne peut toutefois être complète que si ses journées sont payées à l'ouvrière. La vigilance sur ce point s'impose.

Correspondant

## Schlumpf

## JOURNÉE «VALLÉE MORTE» A ST AMARIN

C'est avec colère que les travailleurs de Schlumpf ont répondu au refus de l'AGS (Association patronale pour l'Assurance Garantie Salaire) d'accorder le prêt nécessaire au fonctionnement des usines, permettant ainsi le licenciement de 1 300 travailleurs. Cet organisme (de temps de crise) se réunissait au CNPF à Paris pour prendre cette décision après deux heures de délibération, cédant ainsi aux pressions du patronat du textile. Celui-ci par le biais de créanciers de Schlumpf, avait assigné l'AGS devant le tribunal de Paris, mettant en doute la légalité de cet organisme.

Dès qu'ils ont appris la décision de l'AGS, les travailleurs de Schlumpf ont manifesté. Ceux de Malmerspach à Thann, ceux de Glück à Mulhouse. Quittant le musée qu'ils occupent toujours et qui a reçu dix mille visiteurs dimanche 27 mars, le défilé s'est dirigé vers le centre de Mulhouse, imposant et offensif. Des passants, des travailleurs se joignaient au cortège, manifestant ainsi la solidarité qui ne fait que grandir autour des «Schlumpf». Devant la sous-préfecture, la colère éclate. Personne ne veut les recevoir, le sous-préfet étant absent, pas plus qu'à la mairie où le maire Muller n'est pas là.

En rien, la détermination des travailleurs n'a été entamée. Ce ne sont pas les

paroles compatissantes et hypocrites de la COGEFI qui vont les tromper, non plus que la «consternation» des RPR locaux. Plan Barre, COGEFI, l'AGS, ne sont que la mise en œuvre de la politique de restructuration et de démantèlement du textile. L'occupation du musée continue. Des visites seront encore organisées. De plus, maintenant les usines sont elles aussi occupées. Une opération «St Amarin, vallée morte» est prévue le 6 avril et il est question d'une grève générale en Alsace.

D'autre part, les contradictions se précisent à la CFDT. Le rôle de l'UD du Haut-Rhin a été mise en cause à plusieurs reprises lors d'une réunion extraordinaire mercredi soir. De nombreux syndiqués disent ouvertement que tout n'a pas été fait pour la lutte (sur la coordination des luttes par exemple). Weber, le secrétaire départemental qui élude toute explication pour l'instant devra bien y répondre. De plus, la proposition de faire appel aux partis de gauche a été rejetée sévèrement par les travailleurs. En fait, la décision de l'AGS n'aura fait qu'accroître la combativité des travailleurs de Schlumpf, leur initiative et aura battu en brèche bien des illusions sur les réformistes dans le syndicat.

Correspondant Mulhouse

## Rouen

## LE RACISME A ROUEN

Parce que les gouvernements sénégalais et français ont stoppé toute immigration, tous les Africains qui veulent venir travailler en France doivent prendre contact avec des organisations qui sont en relation avec la police qui les feront venir en Italie pour la «méditerranée» somme de 5 000 F au moins. S'ils veulent venir travailler en France, ils devront en plus payer 1 500 F pour passer la frontière. Mais une fois en France, leurs problèmes ne seront pas pour autant résolus. En effet, s'ils veulent travailler, ils doivent avoir une carte de séjour et s'ils n'en ont pas, pas de travail. Ainsi, toujours ces mêmes organisations peuvent leur fournir de fausses cartes de séjour pour 2 500 F. Donc, pour le travailler immigré qui a la «chance» de ne pas se faire prendre dès son arrivée à Paris par la police, il lui faudra presque un million d'anciens francs pour pouvoir travailler en France.

Mais une fois qu'il a obtenu un travail, il doit affronter le racisme, sous toutes ses formes, entretenu

par la bourgeoisie et essayer de garder une place stable.

Comme nous l'expliquait un camarade sénégalais qui travaille à Cléon (Renault). «Dès ma sortie de l'hôpital, je ne pouvais plus rester à la chaîne, et ce n'est qu'après avoir fait intervenir le syndicat que mon chef décida de me changer de poste. Ainsi, tu vois si un Français refuse de travailler sur un poste dégueulasse, et si toi tu n'es pas syndiqué et que tu refuses un poste, le patron va t'envoyer une lettre d'avertissement ou te renvoyer parce que toi, tu es noir».

D'ailleurs, comme exemple de racisme organisé, lors de la grève du foyer Moïse, le président de l'association (le consul du Sénégal qui est un Français... et le neveu de Lecanuet), avait demandé à son oncle d'organiser des bandes de voyous (lire : les fascistes de Rouen) pour casser la gueule aux Noirs. «Ainsi, le centre-ville nous était interdit, c'était un moyen pour le Consul du Sénégal de nous enfermer dans notre ghetto (le foyer Moïse) et de faire échouer la grève».

Attention !!

NOTRE NOUVEAU NUMÉRO :

636.73.76.



## Foyer El Hadj Oumar

## LA GREVE CONTINUE

Depuis une semaine, la grève du foyer prend de l'ampleur. En prenant exemple sur le demi-échec de la grève de l'année dernière au foyer Moïse, les grévistes ne sont guère prêts à se contenter des vagues promesses du gérant. Le comité de grève des locataires envisage de créer une coordination des trois foyers d'immigrés de la même association, (association créée par les gouvernements du Sénégal, de la Mauritanie et de la France et dont le président est le consul du Sénégal), de populariser leur lutte dans toute la ville, et aux sorties des usines grâce à un comité de soutien composé de différentes organisations politiques.

Mais face à cette volonté de lutte, les syndicats CGT-CFDT qui ont été contactés

par les locataires ne veulent les soutenir qu'à une seule condition : c'est qu'elles soient les seules organisations à les soutenir ; pour justifier cette attitude, elles avancent comme exemple : la grève des foyers Sonacotra. Selon la CGT, si des grévistes ont été expulsés de France, c'est de la faute des «organisations gauchistes».

Et comme nous disait un membre du comité des résidents : «Ils n'ont pas peur que nous allions trop loin dans la lutte mais, avec eux. D'ailleurs nous l'avons vu à l'œuvre l'année dernière au Foyer Moïse, très vite la CGT a voulu que nous négocions alors que la direction était encore «forte» !

De plus, depuis le début de la grève, les grévistes n'ont jamais autant vu le président de l'association (le consul du Sénégal). En

effet tous les jours à 13 h sonnantes, il entre dans le foyer, et va voir individuellement les locataires, leur paie un café dans le seul but de les influencer et de les obliger à arrêter la grève ou bien profitant des divisions tribales, la direction essaie de briser la grève, de monter les grévistes les uns contre les autres, ainsi la majorité des gens appartenant à la tribu du gérant ne sont pas en grève.

Mais face à ces tentatives de division, les grévistes restent fermes et unis, ils réaffirment leur volonté de lutter en se réunissant régulièrement, en élaborant un cahier de revendications, et surtout en contactant les autres foyers de la ville pour lancer une coordination et obliger la direction à accepter leurs revendications.

Bureau de presse de Rouen

## INTERNATIONAL

nouvelles de  
palestine occupee

## PLUSIEURS OPERATIONS ARMÉES

o La radio sioniste a annoncé que dans la région du centre, 11 soldats sionistes ont été blessés dans leur base après une opération. Les autorités de l'occupation ont commencé aussitôt leur enquête.

o Jérusalem : Des engins brûlants ont été lancés contre des soldats sionistes qui attendaient le taxi en face du musée Palestine. Aussitôt, trois personnes ont été arrêtées. C'est la troisième opération de ce genre et au même endroit en quelques semaines.

o Naplouse : Une bombe a été lancée sur une unité de l'armée israélienne se dirigeant vers la place El Hussein de la ville.

o Al Arish : un soldat israélien est tué par une détonation d'un engin placé par les fedayin palestiniens sur la route allant vers Al Arish.

## LA COLONISATION SE POURSUIT

o Naplouse : Des manœuvres ont commencé autour de la ville de Naplouse : les soldats sionistes ont interdit aux personnes de monter vers la montagne El Tour sans permission. Cette montagne où des bâtiments sont en cours de construction surplombe la ville.

o Jérusalem : Au cours des derniers mois, des familles palestiniennes ont été expulsées du centre de Jérusalem dans le cadre de l'opération de judaïsation de la ville. Actuellement, les autorités sionistes sont confrontées à un autre problème, celui d'installer des familles juives à cet endroit : il n'y en a pas assez ! Mais malgré cela, les autorités ont prévu la construction de 270 logements dont 100 cette année. Pour la construction de ces logements, il faudrait chasser encore des centaines de familles palestiniennes.

PLUSIEURS ARRESTATIONS  
POUR APPARTENANCE A  
DES ORGANISATIONS  
PALESTINIENNES

o À Gaza, 7 personnes ont été arrêtées, dont 3 d'une même famille pour appartenance à Fath, pour possession d'explosifs, et pour non-dénonciation de personnes liées à la Résistance.

o À Ramallah, 2 personnes ont été arrêtées pour les mêmes motifs.

o À Naplouse, 4 jeunes de 14-15 ans ont été arrêtés pour appartenance à la Résistance, pour participation à des manifestations contre l'occupation.

o À Jérusalem, 16 personnes ont été arrêtées du fait qu'elles sont organisées dans la Résistance, 3 d'entre elles sont accusées aussi d'avoir été entraînées aux armes en Syrie.

o À Naplouse, Roubhi Hajla a été libéré de prison durant ce mois. Il a été «oublié» en prison depuis le 24 novembre 76, date où il était prévu de le libérer.

## DANS LES TERRES OCCUPÉES EN 48

Plusieurs organisations de villes et de villages de Galilée se sont réunies à Kfar Youssif pour mettre en place les moyens de lutter contre les nouveaux impôts imposés par les autorités sionistes sur les terres agricoles.

o Nazareth : Six jeunes ont été arrêtés pour «atteinte à la sécurité de l'État» et pour s'être organisés dans une organisation palestinienne.

## ARMES PRISES D'UN DÉPÔT

Un journal sioniste a annoncé que les armes prises depuis un mois d'un dépôt d'armes à Jahfat Nehy ont été trouvées dans des villages arabes, Oum Al Fahm et Mohawiya. La police sioniste a arrêté 7 jeunes palestiniens pour cette affaire. Ces armes étaient 8 mitraillettes, 4 fusils et des munitions.

## TERRORISME SIONISTE

Les autorités israéliennes ont fait exploser à Naplouse, dans la rue Fayçal des engins explosifs. Deux semaines auparavant, ils avaient fait la même opération. Après ces explosions, toute la ville est quadrillée par les soldats.

## UNRWA

Les employés de l'UNRWA ont organisé une journée de grève pour exiger que leurs revendications soient satisfaites. Depuis juin dernier, ils organisent des grèves pour le même motif. Ce qui a obligé le nouvel administrateur de l'UNRWA à venir à Gaza et en Cisjordanie pour rencontrer les employés.

L'UNRWA est un organisme créé par l'ONU pour s'occuper des «réfugiés» palestiniens.

## Erythrée

## 90% DU TERRITOIRE LIBERE

Au cours d'une conférence de presse jeudi dernier, le Front Populaire de Libération de l'Erythrée a relaté les travaux de son dernier Congrès qui s'est tenu en février dans les zones libérées. La lutte de libération du peuple érythréen contre l'occupation de l'Éthiopie, qui se mène depuis 1961 à remporté de grands succès en 1976. Les mouvements de

libération contrôlent 90% du territoire, la totalité de la campagne et la plupart des villes. Récemment, Nakfa, capitale provinciale du Nord a été libérée. Le gouvernement éthiopien du DERG, qui a continué la guerre contre le peuple d'Erythrée continue à essuyer des échecs. En particulier sa tentative d'associer les paysans éthiopiens à une «mar-

che rouge» contre l'Erythrée n'a pas réussi. Le FPLE s'affirme prêt à négocier à tout moment avec le gouvernement éthiopien en vue de l'indépendance. En ce qui concerne ses relations avec l'autre mouvement de libération, le FLE, le FPLE s'est déclaré favorable à l'instauration d'un front uni qui pourrait déboucher sur une fusion sur la base d'un programme politique commun.

DANS LES ZONES  
LIBÉRÉES

Les victoires militaires du FPLE en 1976 se sont accompagnées de nombreuses réalisations dans tous les domaines dans les zones libérées. Selon le FPLE, l'analphabétisme a été liquidé au sein de l'armée populaire : le Front a ouvert des écoles dans de nombreux villages. Des organisations de masse se sont créées : à la campagne, une association de paysans regroupe des dizaines de milliers de paysans. Des associations de travailleurs et de jeunes mènent la lutte clandestine-

ment dans les villes qui ne sont pas encore libérées. Alors que 200 000 Erythréens ont dû se réfugier au Soudan à cause de la guerre, la politique du Front consiste à les aider et à les encourager à regagner les zones libérées. Le contrôle de la campagne a permis aux patriotes d'investir des terres appartenant aux occupants. Grâce à la coopération entre combattants et paysans, des milliers d'hectares ont été cultivés et pouvaient répondre à 50% des besoins de la population l'année dernière.

Au cours de sa conférence de presse, le représentant du Front, Nazfi Kurdi a dénoncé le soutien au DERG éthiopien de l'impérialisme US et des sionistes, directement impliqués dans la guerre. En ce qui concerne l'aide de l'URSS au gouvernement éthiopien et l'éventualité d'une intervention cubaine contre le peuple érythréen, il a affirmé que cela lui semblait inconcevable. Il a cependant reconnu ne pas avoir eu d'assurances de la part de l'URSS et de Cuba.



## Afrique du Sud

BUDGET  
DE GUERRE  
DES RACISTES

Le gouvernement raciste d'Afrique du sud a présenté la semaine dernière son projet de budget. Près d'un cinquième de ce budget est consacré à la «défense nationale» c'est-à-dire à la préparation de la répression contre le peuple d'Afrique du sud et de l'agression contre les pays voisins. Ce budget de 2 milliards de dollars va permettre aux racistes de faire passer le service militaire d'un an à deux ans, de développer la préparation militaire et d'améliorer les équipements.

Le ministre Botha a annoncé qu'en ce qui concerne l'équipement, le gouvernement de Prétoria allait, pour faire face à l'embargo, développer la fabrication des armements, depuis les armes jusqu'aux missiles et aux vedettes. Il a annoncé la construction de deux corvettes armées de missiles et de deux sous-marins. Alors que Giscard a promis à plusieurs reprises de respecter l'embargo contre les gouvernements racistes d'Afrique Australe, c'est en particulier l'impérialisme français qui leur donne les moyens de fabriquer des armes. La nature même de ces armes indique que le régime de

Vorster se prépare à une guerre de grande envergure contre les peuples africains.

471 DÉTENUS  
SANS JUGEMENT

D'après un rapport de l'Institut des Relations Raciales, 471 personnes sont détenues dans les prisons d'Afrique du Sud, sans jugement, en application de la législation d'exception. Le rapport publie la liste de leurs noms, que le gouvernement refusait de révéler. Parmi les prisonniers, il y a 84 élèves du secondaire.

BRÉSIL :  
PARLEMENT  
SUSPENDU

Alors que l'opposition était parvenue à bloquer un projet de réforme de la justice, le gouvernement du général Geisel a décidé de suspendre les travaux du Parlement. Il s'agit d'un échec du régime brésilien qui avait tenté d'institutionnaliser la dictature.

## A Genève

ÉCHEC DES  
NÉGOCIATIONS  
SUR LES MATIÈRES  
PREMIÈRES

Depuis un mois, les pays industrialisés et le «groupe des 77», formé de pays du Tiers-Monde, étaient réunis à Genève pour examiner l'objectif et les moyens de financement du stock régulateur des matières premières.

A la fin de la réunion, vendredi dernier, c'est le constat de l'échec. Les pays du Tiers-Monde accusent les pays industrialisés de ne pas vouloir entrer dans une discussion de fond sur l'objec-

tif du stock régulateur, qui doit servir les objectifs des pays du Tiers-Monde en priorité. Ils ont aussi accusé les pays industrialisés de se cacher derrière «le verbiage technique» pour éviter ces discussions. En effet, les pays industrialisés voulaient porter la discussion sur l'examen du fonds de six milliards de dollars qu'ils ont eux-mêmes proposé, sans discuter l'objectif de ce fonds. Constatant l'échec, les pays du Tiers-Monde ont proposé le report de la discussion à novembre prochain.

ARGENTINE : VIDELA  
REPOUSSE  
LE RETOUR  
À LA DÉMOCRATIE

Dans un discours, à l'occasion du premier anniversaire de la junte, le dictateur Videla a repoussé l'éventualité d'un retour à la démocratie, prétendant que la «suppression totale de la subversion» était un préalable à l'organisation d'élection.

D'autre part, à Bruxelles, le commissaire aux problèmes de développement de la CEE a déclaré que les pays membres de la CEE proposeront à la conférence Nord-Sud la création d'un fonds d'urgence de 1 milliard de dollars destiné aux 40 pays les plus pauvres. Cette concession est aussi une manœuvre de plus pour diviser les pays du Tiers-Monde entre «pauvres», c'est à dire ceux qui n'ont pas de matières premières et «riches».

VANCE ET GISCARD

# CONSTATS D'ECHECS ET DIFFICULTES

Vance a été reçu samedi par Guiringaud et Giscard. Selon le compte-rendu officiel, les questions de la situation en Afrique, de Concorde et de l'échec des négociations SALT étaient à l'ordre du jour. Après le voyage de Podgorny en Afrique Australe qui marque une menace grandissante d'intervention soviétique dans ce continent, il est évident que l'impérialisme US cherche à regagner du terrain.

Pour cela, il lui est indispensable de replâtrer le pouvoir raciste en Afrique du Sud et de chercher une «solution pacifique» en Rhodésie. Comme il lui est de plus en plus difficile d'intervenir directement, il compte se servir de l'impérialisme français et de l'impérialisme britannique pour intervenir. Il semble que le gouvernement américain veuille associer Giscard au nouveau

plan de paix pour la Rhodésie, élaboré par le ministre anglais Owen.

Les «nouvelles initiatives» conjointes des impérialistes occidentaux pourraient coïncider avec la prochaine conférence franco-africaine à la fin du mois d'avril. De son côté, Giscard a demandé à Vance le soutien du gouvernement américain à son plan d'«indépendance» de Djibouti. La caution réciproque que se demandent l'un l'autre l'impérialisme français et l'impérialisme US prouve leurs difficultés. Ce n'est pas en mettant en avant les ingérences de l'URSS qu'ils pourront se faire passer pour des libérateurs auprès des peuples africains.

Giscard n'a pas raté l'occasion de quémander une fois de plus à Carter l'autorisation d'atterrissage de Concorde. «Il est du devoir du gouvernement

français de faire comprendre à nos amis américains qu'il s'agit d'une affaire politiquement très importante», a déclaré à ce sujet Lecat, porte-parole du gouvernement.

Vance a également fait part à Giscard de l'échec qu'il a rencontré dans la reprise des négociations SALT à Moscou. Après la conférence de presse agressive de Gromyko, le conseiller aux Affaires Etrangères de Carter, Brzezinski a prétendu qu'il ne s'agissait pas d'un échec définitif : «Notre proposition réduit réellement les armements des deux côtés et il faudra du temps aux dirigeants soviétiques pour en apprécier les avantages mutuels... Nous n'en sommes qu'au début, les Russes doivent avoir le temps d'étudier cette proposition».

Tout le monde n'est pas

aussi optimiste. Certains députés américains reprochent à Carter d'avoir trop insisté sur la question des droits de l'homme en URSS et d'avoir ainsi empoisonné les négociations. Au contraire, le comité pour l'armement de la Chambre a réagi en proposant une rallonge de budget militaire de 36 milliards, 61 millions de plus que ce que demandait l'administration. Le comité a déclaré qu'il pensait que c'était raisonnable «dans la perspective de la continuation de l'effort de l'URSS dans le domaine des armes stratégiques et des armes conventionnelles». Ainsi l'échec des négociations SALT accroît les contradictions de la politique extérieure US, Carter continuant à parler de «détente», alors que les partisans d'une accélération de la course aux armements élèvent de plus en plus la voix.

Grande-Bretagne

## Vers des élections anticipées

Après la perte d'un siège par les travaillistes, le parti conservateur souhaite l'organisation d'élections qu'il envisage pour l'automne. La dirigeante des conservateurs, Margaret Thatcher, a déclaré : «La période est cruciale. Le gouvernement s'effondre, et ses supporters sont complètement démoralisés». Le gouvernement espère tenir grâce à l'alliance qu'il a contractée avec le parti libéral. Mais cette alliance elle-même est fragile : des députés libéraux ont annoncé qu'ils voteraient contre les augmentations du prix de l'essence et des taxes sur les automobiles. Les travaillistes pourraient donc être mis en minorité cette semaine.

## Grève des ouvriers fabriquant Concorde

A Filton, près de Bristol, les ouvriers britanniques, qui fabriquent Concorde ont commencé jeudi dernier une grève des heures supplémentaires. Ils protestent contre le licenciement de 780 travailleurs d'ici à la fin de l'été.

Espagne

## Une centaine de grévistes arrêtés

A Barcelone, 90 % des ouvriers du bâtiment, soit 130 000 ont fait grève vendredi. Au cours d'une manifestation qui a rassemblé 25 000 travailleurs, une centaine d'entre eux ont été arrêtés par la police.

## suppression du ministère du parti fasciste

Vendredi, le gouvernement de Suarez a décidé la suppression du poste ministériel attribué dans les institutions au secrétaire général du Mouvement, l'ancien parti unique fasciste. Il a également supprimé la tutelle du Mouvement sur la presse. Ces décisions constituent un nouveau pas vers la transformation du régime espagnol en démocratie bourgeoise. En ce qui concerne la légalisation du PCE, autre pièce-maîtresse de ce processus, le gouvernement de Suarez n'a toujours pas pris de décision depuis que le Tribunal Suprême, se déclarant incompétent, lui a renvoyé la balle.

Italie

## Manifestation contre l'oppression des femmes

Jeudi, à Rome. Pendant plusieurs heures, 15 000 femmes ont défilé dans les rues, pendant que plusieurs lycées se mettaient en grève, pour protester contre les violences répétées dont a été victime une jeune italienne, Claudia Caputi. Au delà du fait divers, le cas de Claudia Caputi, qui est en train de devenir une affaire nationale, loin d'être un cas isolé, est significatif de l'idéologie réactionnaire véhiculée par les fascistes et par l'église contre les femmes en Italie. Même si elle prend la forme d'une action «féministe», cette manifestation est révélatrice d'une révolte contre les aspects les plus odieux de l'idéologie bourgeoise.

## Sadate chez Giscard

Avant de partir aux USA, Sadate a longuement rencontré Giscard ce week-end. Dans une conférence de presse hier, il a déclaré que le problème principal pour la conférence de Genève était la question de la participation des Palestiniens. En ce qui concerne la position de la France, il a ajouté qu'elle était très proche de celle de l'Égypte et qu'il comptait sur les pays occidentaux pour faire pression sur Israël en vue d'un «réglement pacifique».

Zaire

## Le Front se situerait à 80 km de Kolwezi

Les nouvelles en provenance de la province de Shaba, la riche région minière dans laquelle se déroulent des combats depuis une semaine entre troupes zairoises et ceux qu'il est convenu d'appeler les «gendarmes katangais» sont assez confuses.

Le gouvernement zairois qui semble devoir faire face à de nombreuses difficultés internes ne veut pas admettre la perte de la ville de Mutshasha qui est un très important nœud routier et ferroviaire situé à environ 80 km de Kolwezi.

Se contentant d'avouer que de violents combats s'y déroulent, un porte-parole du gouvernement zairois lors

d'une conférence de presse a confirmé qu'un «remaniement était intervenu à la tête du commandement opérationnel à Shaba et que le Front se situait désormais à environ 80 km du Kolwezi», la capital minière du Zaire.

L'actuel ministre des Affaires Etrangères Nguza Karl I Bond a réaffirmé son soutien à Mobutu face aux rumeurs tendant à le présenter comme un éventuel successeur du président de la république du Zaire, tandis que le parti unique autorisé, le Mouvement Révolutionnaire Populaire appelle la population à une manifestation de soutien au régime et à Mobutu en particulier dans l'après-midi de dimanche.

## Négociations sur Chypre : difficultés

Les négociations qui viennent de commencer entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, après l'accord de principe de février entre Rauf Denkash et Makarios, ont rencontré la semaine dernière de grandes difficultés. En effet, les positions des deux parties apparaissent contradictoires : les Chypriotes turcs proposent une confédération avec un gouvernement central composé d'un nombre égal de ministres grecs et de ministres turcs et exigent qu'ils aient le droit de prendre unilatéralement des engagements extérieurs. La délégation grecque rejette les propositions des Chypriotes turcs, affirmant qu'elle revient à la création de deux États indépendants. La délégation chypriote grecque continue à présenter le projet d'un État fédéral unifié avec un gouvernement central fort.

Djibouti

## L'OUA EXIGE DES GARANTIES

La table ronde organisée par l'Organisation de l'Unité Africaine s'est déroulée à Accra (Ghana) durant toute la semaine précédente, regroupant l'ensemble des partis et mouvements de libération du territoire de Djibouti.

L'OUA qui est représentée par des délégués des huit pays africains qui ont participé à une mission d'enquête à Djibouti l'an dernier, estime que c'est à cette mission d'enquête que la France, puissance coloniale qui occupe actuellement le territoire de Djibouti, devrait remettre la liste électorale qui servira de base au référendum et aux élections générales.

L'OUA qui s'oppose au maintien de toute base étrangère à Djibouti après l'indépendance, demande à ce que le problème des réfugiés qui ont dû fuir la répression coloniale soit réglé avant le référendum.

Au cours de la conférence, l'OUA par la voix du ministre ghanéen des affaires étrangères, qui préside la conférence a demandé aux

délégués de Djibouti d'accepter le principe de l'unité nationale et l'élargissement du gouvernement pendant la période de transition avant l'indépendance.

Cette proposition ayant été rejetée par les mouvements ou partis qui ont signé l'accord de Paris, la conférence semble s'être acheminée vers la formation «d'un front patriotique uni du peuple de Djibouti» et celle d'un comité de coordination chargé de préparer le référendum et les élections avant l'indépendance.

C'est le moment que le gouvernement français a choisi pour faire savoir à l'OUA qu'il décidait de limiter à six le nombre des observateurs lors du référendum dont il a fixé la date au 8 mai prochain. Sachant que ce nombre devra comprendre à la fois les représentants de l'OUA et ceux de l'ONU, l'impérialisme français montre bien la place qu'il est décidé à accorder aux possibilités de contrôle de ses manœuvres.

## Rassemblement Communiste du 3 avril 1977

# INTERVENTION CENTRALE

prononcée par Charles VILLAC

Camarades,

La situation dans le monde est depuis le début des années 70 en proie à de grands bouleversements. Les deux super-puissances rencontrent de graves difficultés pour étendre leur hégémonie, et leur rivalité devient de plus en plus tendue. La nouvelle administration Carter s'efforce pour redéployer la puissance américaine de gommer en tâtonnant les aspects les plus odieux de la domination barbare qu'elle avait étendue dans toutes les régions du monde.

L'aveu tardif et aussitôt repris des crimes américains au Chili, connus et dénoncés depuis longtemps ; le désaveu officiel des forces racistes du sud de l'Afrique masquant mal les manœuvres en sous-main pour perpétuer la domination yankee en Rhodésie et en Afrique du Sud ; tout cela marque des hésitations d'une superpuissance en déclin incapable d'accoucher d'une politique impérialiste moins ignoblement voyante.

A Moscou, Brejnev atterré voit qu'il ne peut plus faire taire la voie de la révolte contre la dictature social-fasciste qui s'appesantit sur toute l'Europe de l'Est.

Ni le goulag ni les geôles psychiatriques, plus raffinées encore que les prisons hitlériennes, ni la répression sanglante contre les grèves ouvrières en Pologne, rien ne réussit à faire taire la lutte pour les droits démocratiques, et les revendications pour les droits les plus élémentaires.

Ces difficultés de chacune des super-puissances exacerbant considérablement leur rivalité ; pendant que Carter tente de se présenter comme un soutien du mouvement de l'opposition démocratique en URSS, Brejnev poursuit le gigantesque effort de guerre soviétique, comme l'a montré son refus d'arriver rapidement à un accord avec les USA sur la limitation de la croissance des armements. Cherchant à pousser au maximum son avantage militaire, l'URSS multiplie les pressions en tous genres sur les pays Ouest-européens pour désarmer leur vigilance et faciliter sa pénétration. Il utilise à fond les accords d'Helsinki, véritable nouveau Munich pour, au nom de la détente, accélérer sa pénétration !

Mais pendant que les facteurs de guerre croissent, le mouvement des pays du Tiers-Monde construit son unité, et apprend, tout en se dégageant de la plus ancienne super-puissance, à déjouer les manœuvres sournoises que manigance l'URSS qui, sous couvert de soutien aux luttes des peuples, s'infiltrer et tente de prendre pied dans de nouveaux continents. La République Populaire de Chine déploie de grands efforts depuis de nombreuses années pour consolider l'unité du Tiers-Monde dont elle fait partie intégrante. En édifiant avec rapidité et tenacité une puissante société socialiste, le peuple chinois apporte une contribution inestimable à la révolution prolétarienne mondiale. La mort du président Mao Tsé-Toung a constitué une perte considérable pour tous les peuples du monde. Le peuple chinois montre à tous les révolutionnaires qu'il poursuit l'œuvre gigantesque qu'il avait entreprise sous la direction du Président Mao. La défaite de la bande des quatre, la mise à nu des conceptions bourgeoises qu'ils véhiculaient en particulier en niant le lien dialectique entre révolution et production, a donné un coup d'arrêt à leur tentative de restauration du capitalisme et a permis au mouvement pour l'édification du socialisme de prendre un nouvel essor en s'inspirant de la commune populaire de Tatchai et de l'usine de Taching. Oui, la Chine est et restera rouge !

L'aiguïsement des contradictions au niveau international, le développement simultané des facteurs de guerre et de révolution, accroît la crise de l'impérialisme français qui ne peut espérer tirer de la scène internationale un répit pour conjurer l'aiguïsement de ses contradictions internes.

Camarades,

Le résultat des dernières élections municipales est venu apporter son lot, bien prévisible, de confirmations de l'aggravation de la crise. Le recul de la droite qu'il faut interpréter avant tout comme un désaveu de la politique gouvernementale suivie depuis des années et en particulier depuis 74, a pris des proportions telles que Giscard en catastrophe a été contraint de changer une fois de plus son gouvernement. Mobilisant les écrans de télévision, il nous avait annoncé un gouvernement de combat, rassemblant les meilleures capacités, capable de restaurer l'union de la droite défaillante. Le résultat est à la mesure de la densité du propos, il est inconsistant : le meilleur économiste de France remplace à la tête du gouvernement le ministre du déficit du commerce extérieur, de l'inflation et du chômage, 13 ministres sur 15 sont issus du gouvernement démissionné, c'est ce que Giscard appelle sans doute le changement sans bouleversement. Dégraissé de Poniowski et d'autres ministres d'Etat turbulents, dégraissé aussi de ministres battus, pas de tous cependant, sinon la constitution du gouvernement n'aurait pas été facile, l'équipe de Barre compte un seul homme supplémentaire un peu connu dans la bourgeoisie, il est vrai qu'il s'agit de celui qui a soufflé à Giscard le succès de librairie du trimestre dernier : qui parle encore de démocratie française, ouvrage sans fond, mûri cet été par Giscard dans ses safaris africains, et éclipsé sans difficulté par « le mal français » de Peyrefitte qui a su au moins traiter une réalité plus actuelle. Et pour compléter ce cabinet et faire bon poids, 8 nouveaux secrétaires d'Etat sont promus, en attendant de connaître le sort de mademoiselle Giroud, licenciée sans

préavis, ni ménagement, qui peut ainsi méditer tout à loisir sur le revers de sa médaille.

Et c'est ce gouvernement, qui ressemble au précédent comme un petit frère, en plus souffreteux encore, qui est censé conduire les affaires jusqu'en 78, et permettre à la droite de remporter les élections. Il est vrai qu'il dispose pour cela d'un programme renouvelé, Giscard l'a annoncé : Barre va être chargé de redresser l'économie qui n'en finit pas de déraiper, et les autres ministres de promouvoir des mesures en faveur des jeunes, des vieux et de la famille rien moins que cela ! On croirait presque entendre le discours électoral de 74, dont on connaît par ailleurs le résultat.

Ainsi, est en train de sombrer lentement mais avec certitude, le « changement sans bouleversement », « la réforme » que se targue de conduire depuis trois ans le président de la République le plus snob que la France ait compté. Le droit de vote à 18 ans, la modification de la législation sur l'avortement, la réforme fiscale auxquels il faut ajouter pour être tout à fait rigoureux dans la comptabilité des changements intervenus, le souper chez des Français et le chant du départ, qu'il faudra bien que Giscard chante une fois pour toutes, tant cela s'est avéré dérisoire et impuissant pour masquer la réalité de la politique suivie.

Aggravation catastrophique et persistante du nombre de chômeurs, intransigeance permanente depuis trois ans aux revendications de rattrapage du pouvoir d'achat, les deux axes des attaques du plan Barre ont été imposés à coup de mesures répressives aussi variées que répétées : usines occupées expulsées par les flics, manifestations agressées par les CRS, ouvriers combattifs et responsables syndicaux licenciés, si ce n'est pas traduits et condamnés par les tribunaux..., l'arsenal du libéralisme giscardien a joué de manière illimitée trois années durant, détruisant les maigres illusions qu'il se proposait de susciter.

Impuissant à rallier l'adhésion des masses, Giscard ne réussit même plus de ce fait, à faire l'unanimité de la classe qu'il représente et des partis qui l'ont fait élire. Apeurés devant l'aggravation de la crise, l'ignorance du lendemain, pressentant la profondeur du mécontentement populaire, ne pouvant plus ignorer les craquements de la vieille société, la classe dominante et ses dirigeants, ont tendance à se replier sur les projets les plus conservateurs, les plus ouvertement réactionnaires. Désavouant son chef de file, qui n'en finit pas de comprendre et d'expliquer, pourquoi la politique suivie débouche sur des échecs, une partie non négligeable des couches bourgeoises et petites bourgeoises, fait désormais confiance aux chefs du RPR dont le vocabulaire toujours raccourci et les discours simplifiés ressassent sans arrêt les thèmes de l'ordre, de l'autorité, de la détermination, à la grande satisfaction de ces couches toujours sensibles en temps de crise, aux accents fascisants. Ayant en 74 uni leurs efforts pour bousculer les caciques en place de l'UDR, Giscard-Chirac sont restés unis pendant plus de deux ans pour imposer les restrictions à la classe ouvrière. Mais aujourd'hui, l'aiguïsement même de la crise pousse au divorce Giscard-Chirac qui divergent notablement sur le meilleur moyen de sauvegarder le pouvoir des classes dominantes.

Alors que Giscard croit suffisant d'emprunter au programme commun la plupart de ses réformes et d'adopter un ton ouvertement social-démocrate, Chirac réclame une politique ouvertement autoritaire, qui dramatise les élections et rassemble l'électorat conservateur autour des thèmes habituels de la droite dure. Au delà des rivalités de personnes et de la résistance de l'ancienne UDR pour ne pas se laisser lamener par l'ouverture à gauche vainement tentée par Giscard depuis 3 ans, on est bien en face de divergences profondes qui secouent la droite aujourd'hui et qui renvoient à des alternatives différentes pour le maintien du pouvoir de la bourgeoisie. Le discours ouvertement réactionnaire, voire fascisant souvent, que tient le chef de file du RPR, les couches qui lui ont accordé leur confiance lors de l'élection à la Mairie de Paris, l'attention particulière portée par le RPR aux cadres, notables paysans riches, petits patrons et autres médecins réactionnaires tous ces signes ne trompent pas sur la nature des forces que vise à rassembler le RPR et s'inscrivent dans la politique de durcissement d'ensemble du pouvoir bourgeois. Durcissement que ne désavoue nullement Giscard, qui sur ce point, grâce à l'action de son ancien ministre de l'intérieur, n'était pas en reste, mais durcissement qu'il entend camoufler d'un discours libéral, d'un discours social-démocrate grâce auquel il espère obtenir le soutien de responsables réformistes, et un éventuel consensus social qui lui fait tant défaut aujourd'hui.

Parce qu'ils se heurtent avec une certaine violence, parce qu'ils se situent non seulement dans la perspective des législatives, mais dans celle de l'après 78, les deux clans de la droite sont divisés durablement, et leur affrontement ne peut qu'affaiblir encore le gouvernement Barre-bis qui s'avère bien incapable d'arbitrer cette rivalité.

On voit vraiment mal comment un tel gouvernement pourrait aider la droite à se réconcilier et à regagner une influence suffisante pour triompher en 78.

Où l'avenir est bien sombre pour M. Giscard d'Estaing et pour la droite qui gouverne aujourd'hui. Contraints de cohabiter dans la même coalition jusqu'en 78, RPR et forces giscardiennes espèrent mettre à profit les 12 mois qui leur restent pour éviter la défaite électorale. Leurs dissensions, le manque flagrant de perspectives qu'ils peuvent offrir, les placent pourtant en position de battus en sursis.

(à suivre)

# "IL A FAIT FAILLITE, LE CAPITALISME, LA FRANCE DE DEMAIN, C'EST LA FRANCE SOCIALISTE!"

## SUCCEs DE LA MANIFESTATION

Les communistes, les travailleurs, étaient dans la rue dimanche matin à Paris. Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste appelait à une manifestation à 10h, d'Oberkampf à Gambetta. Plusieurs milliers de personnes y participaient. Le thème central de cette manifestation, ainsi que du Rassemblement Communiste de l'après-midi, à la Mutualité, était «Le capitalisme a fait faillite. La France de demain, c'est la France socialiste». Scandé à pleins poumons, ce mot d'ordre a retenti tout au long du parcours dans ce quartier populaire de Ménilmontant, suscitant l'intérêt des travailleurs qui, nombreux, regardaient passer la manifestation.

Dès 9 h 30, les premières délégations arrivent. Les banderoles se déploient, les cortèges se forment. En tête, plusieurs rangs de vétérans communistes, anciens Résistants, ouvriers du textile, des mines, accompagnent la délégation du Comité Central du PCRml. Sous la banderole de la Fédération du Nord, des mineurs, jeunes et vieux, viennent crier leur haine de ce système qui les exploite, les mutilé, les tue.

Des travailleurs des usines en lutte étaient là : des filles de la Sescosem de Saint-Egrève dans le cortège de Grenoble, de la Solmer dans celui des Bouches-du-Rhône, du CAT dans celui de Besançon... Les mots d'ordre lancés par les sonos sont repris massivement : «A Réhault, à la SESCO, les travailleurs n'ont pas cédé, c'est tous ensemble qu'il faut lutter».

Parmi les cortèges des différentes fédérations du Parti, une délégation de «L'Humanité Rouge» avait pris place.

Au carrefour du boulevard et de la rue de Ménilmontant, les travailleurs sont massés en nombre sur les trottoirs ; beaucoup d'immigrés, mais aussi des mères de familles, des retraités qui font leur marché. Des poings se lèvent, des applaudissements crépissent sur le passage de la manifestation. Une vieille dame s'écrie : «Vous avez raison ! Chirac, c'est bien un apprenti-dictateur !» Nombre d'entre eux, repartent avec «Le Quotidien du Peuple» ou «Front Rouge» dans leur panier.

Sur les trottoirs, les diffuseurs de la presse du Parti, engageant la discussion : «Je travaille dans le Livre, et je suis venu voir votre manifestation», dit un ouvrier. «Pendant les municipales, la gauche a fait un gros bat-

tage dans ma boîte. Mais maintenant, plus rien. Pourtant, il faut en sortir de cette société. Mais quelle autre perspective ?» Plus tard, il se joindra à la manifestation, reprenant les mots d'ordre avec entrain, sous une banderole proclamant : «Une seule solution, la révolution socialiste». En arrivant place Gambetta, les rangs des manifestants s'étaient grossis d'un tiers.

Quel socialisme voulons-nous ? Chaque banderole, chaque mot d'ordre en traçaient les lignes fortes : «C'est la classe ouvrière qui doit diriger en tout», «Ce que nous voulons, c'est le pouvoir des ouvriers et des paysans». Les aspirations profondes de la classe ouvrière, celles qui sont au cœur des luttes, s'affirmaient avec force dans les cortèges.

«Quelle société nous proposez-vous de construire ?» questionne un groupe de travailleurs sur un trottoir. «Si c'est la même chose que dans les pays de l'Est, on n'est pas d'accord». Au même moment, de la manifestation, jaillit un mot d'ordre, clair, précis : «Marchais, écoute, à l'Est les peuples luttent. A bas les nouveaux bourgeois. Vive la dictature du prolétariat.» Avant de se quitter, l'un des interlocuteurs dira : «J'ai à votre rassemblement cet après-midi, je veux discuter avec vous».

Fermant la marche sous une forêt de drapeaux écarlates, les jeunes de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire avaient apporté avec eux leur dynamisme, leur fougue. Ils affirmaient avec force leur haine de cette société. Témoignage vivant de la jeune génération, celle qui construira demain le socialisme, ils appelaient leurs frères à rejoindre leur combat.

Pour ces milliers de militants, de travailleurs, de jeunes, qui, demain, retourneront dans les bagnes capitalistes ou dans les lycées-casernes continuer le combat, cette journée de mobilisation aura été l'occasion d'affirmer la voie qu'ils proposent, celle de la société socialiste, la perspective radieuse du pouvoir des ouvriers et des paysans. C'est ce qu'ils se disaient en arrivant place Gambetta au coude à coude.

Une délégation se rendait devant le Mur des Fédérés, tandis que se repliaient les banderoles. Rendez vous était pris pour 14 h au grand Rassemblement Communiste à la Mutualité.

Gérard PRIVAT

## Un rassemblement de lutte

### TRACER LA VOIE DU SOCIALISME

La Mutualité était pleine dimanche après-midi. A 15 h, une foule dense se pressait encore à l'entrée, dans les couloirs et autour des stands.

Le rassemblement communiste s'ouvrait sous la présidence du camarade André Roustan, président du PCRml. A la tribune avaient également pris place des ouvriers sidérurgistes de Lorraine, des ouvrières de la Sescosem de St Egrève, des mineurs, des paysans, des pêcheurs bretons. Tous des gens de notre peuple qui avaient tenu à venir témoigner de leurs souffrances, leurs espoirs, leurs luttes. Comme ce mineur de Montceau ou cet ouvrier sidé-

sous un tonnerre d'applaudissements.

Nombreux étaient les vétérans communistes, anciens du PCF, qui participaient au rassemblement. L'un d'eux, ancien mineur, venait parler de sa vie militante, de ses espoirs trahis et du cheminement qui l'a conduit à rejoindre les rangs des authentiques communistes : «J'ai milité 40 ans dans la CGT... J'adresse un appel à tous mes anciens camarades pour qu'ils ouvrent les yeux, qu'ils rejoignent les rangs des révolutionnaires». C'est salué par une tempête d'applaudissements que ce vieux militant communiste regagnait sa place.

Quelles sont les tâches des révolutionnaires, des communistes en France aujourd'hui ? L'intervention centrale définit les lignes fortes, le contenu de la société socialiste que nous voulons construire. Elle montre de façon concrète et détaillée ce que sera ce pouvoir de dictature du prolétariat dans cette société où la classe ouvrière dirigera en tout. Elle insiste sur l'urgence des tâches des communistes face aux importantes échéances politiques qui se rapprochent. C'est un vibrant appel à la lutte en même temps qu'un texte indispensable pour éclairer le combat qui est le nôtre aujourd'hui. Fréquemment interrompue par les applaudissements, l'inter-

vention centrale reçut une immense ovation de la salle debout, poing levé.

La deuxième partie du rassemblement était précédée d'une intervention d'Alain Castan de l'Humanité Rouge, qui apprécia positivement les progrès réalisés dans l'unité des marxistes-léninistes par les discussions entre le PCRml et son organisation, et souhaita que l'unité organisationnelle progresse rapidement en vue des échéances de la lutte de classes.

Le dissident soviétique Victor Faynberg témoigna ensuite de la réalité de l'oppression social-fasciste en URSS, et de la lutte de l'opposition démocratique. Bien que des divergences importantes sur l'histoire de l'URSS nous séparent de Victor Faynberg, l'aspect principal du mouvement des dissi-

dents soviétiques aujourd'hui, c'est bien sûr, la résistance qu'il oppose courageusement aux nouveaux tsars du Kremlin. C'est ce qui fut indiqué dans une mise au point du PCRml, qui réduisit au silence 10 ou 15 perturbateurs, lesquels inversant totalement principal et secondaire, espéraient en vain réduire au silence eux aussi, les opposants à la dictature social-fasciste. Etranges comparaisons de Brejnev au nombre desquels évidemment ne figurait aucun militant de l'Humanité Rouge, qui nous a demandé de bien le préciser ici !

Dans la partie internationale du rassemblement, des camarades étrangers apportèrent le



urgiste de Sacilor qui portèrent des témoignages accablants contre la société capitaliste. Chômage, misère, répression, c'est le lot quotidien des travailleurs, c'est ce qu'ils sont venus dénoncer avec force au rassemblement communiste.

Des pêcheurs bretons, répondant aux questions d'un journaliste du Quotidien du Peuple, dénoncèrent le pillage de leurs eaux par les chalutiers soviétiques et aussi la responsabilité des autorités françaises qui les laissent faire. Une ouvrière de la Sescosem venait parler de la lutte qu'elle mène avec ses camarades pour vivre et travailler au pays : «Tout le monde ici a une sœur, un frère, un parent qui travaille à la SESCO. La fermeture de l'usine, c'est la mort de la région». Elle affirmait leur détermination à poursuivre la lutte jusqu'au bout.

Un petit paysan de la Drôme insista sur le rôle que joue le Crédit Agricole et les trusts agro-alimentaires dans la liquidation des petits paysans. Il rappela que pour eux, petits paysans, la solution à leur misère passait par une solide alliance qu'il faut tisser avec la classe ouvrière.

L'intervention centrale du rassemblement était prononcée par Charles Villac, membre du secrétariat politique du Parti. D'une densité politique intense, elle fait une analyse détaillée et en profondeur de la crise de la bourgeoisie, de son incapacité à en sortir. Elle procède à une analyse minutieuse, scientifique des différents projets bourgeois des partis de gauche, en montrant les dangers mortels qu'ils font courir à la classe ouvrière et aux larges masses travailleuses.

La dernière intervention fut celle d'un vieux camarade, mineur du Nord, qui souleva l'enthousiasme de la salle lorsqu'il parla du combat de ses frères contre les Houillères, et surtout lorsqu'il appela les travailleurs à suivre son exemple en prenant toute leur place dans le Parti.

Une vibrante Internationale clôturait ce rassemblement de lutte, avant que les participants ne se séparent pour rejoindre leurs postes de combat, dans les usines, dans les quartiers, animés d'une profonde ardeur révolutionnaire.

salut de leurs partis et de leurs peuples aux communistes français, soulignant la communauté du combat qui nous unit. D'Espagne, d'Italie, l'écho des peuples en lutte arrivait jusqu'à Paris.

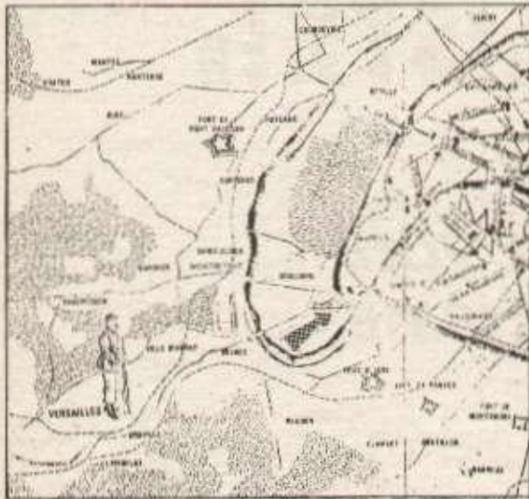
La dernière intervention fut celle d'un vieux camarade, mineur du Nord, qui souleva l'enthousiasme de la salle lorsqu'il parla du combat de ses frères contre les Houillères, et surtout lorsqu'il appela les travailleurs à suivre son exemple en prenant toute leur place dans le Parti.

Une vibrante Internationale clôturait ce rassemblement de lutte, avant que les participants ne se séparent pour rejoindre leurs postes de combat, dans les usines, dans les quartiers, animés d'une profonde ardeur révolutionnaire.

# La Commune au jour le jour

Par Paule Saconnet

Mardi 4 avril 1871



La deuxième colonne, après avoir occupé Meudon, Val-Fleury, s'est repliée sur Paris pour ne pas être débordée par l'armée versaillaise.

Quant à la 3<sup>e</sup> division par Duval, ouvrier fondeur, blanquiste entraîné à la guérilla urbaine, elle était arrivée plus au Sud, avait occupé Petit-Bicêtre. Et une partie des troupes, environ 1 500 hommes, s'étaient installés sur le plateau de Chatillon.



Mais l'armée versaillaise enveloppa cette troupe isolée ; et ce fut la déroute.



Duval, encerclé et obligé de se rendre, fut exécuté avant même d'être conduit à Versailles, sans jugement. Cette sortie se solda donc par un dur échec. C'est que les Communards ne croyaient pas avoir devant eux une armée nombreuse et en partie organisée. De plus, constitués de gardes nationaux, ils n'avaient pas l'habitude de cette forme de guerre, en rase campagne sans appui réel de l'artillerie.

Après ce premier affrontement, il y eut durant une semaine une sorte de trêve entre les deux camps. La Commune concentra le pouvoir entre les mains d'un seul responsable «Cluseret». Mais elle choisit mal, car si le nouveau délégué à la guerre était un militaire de carrière qui avait gagné ses bottes un peu partout (même dans le Sud de la répression en juin 48), il ne brillait pas par ses capacités de stratège.

Un jour, il eut la bonne idée de nommer, pour commander la place de Paris, un jeune officier polonais de grande valeur, Dombrowski.

## DANS NOTRE COURRIER

### A PROPOS DE LA SÉRIE «ÉNERGIES NOUVELLES ET POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE»

- Il me semble que l'énergie marée-motrice n'est pas rentable
- Le problème des déchets subsiste

**Camarades,**  
Je tiens à vous féliciter pour la série «Énergies nouvelles et politique énergétique», qui me paraît très intéressante. Cette série d'articles nous donne des précisions sur ce que pourra être la politique de la classe ou-

vrrière au pouvoir en ce qui concerne l'énergie. En ce sens, elle nous aide dans le combat quotidien. Mais il reste deux points «noirs».  
1) Il me semble que l'énergie marée-motrice n'est pas rentable (barrage de la Rance).

2) Comment le nucléaire est utilisé en Chine ?

Même dans le cas d'un contrôle permanent des travailleurs pour la sécurité, il reste qu'un produit radio-actif est nocif en lui-même. On peut supposer malgré tout un acci-

dent, une erreur ou une bombe.

Et d'autre part, le problème des déchets subsiste (dû à cette radio-activité, période de l'uranium 24 000 ans).

Salutations communistes  
Y.L.C. St Brieuc

**Camarade,**  
Quelques éléments de réponse à propos des 2 points que tu soulèves.

L'énergie marée-motrice est-elle rentable ? Prenons l'exemple de la Rance. La rentabilité de cette usine est en effet très contestée. Nous expliquons dans l'article que l'équipement aurait pu être supérieur, qu'il y a eu de nombreuses pannes les premières années. Il faut considérer que l'aménagement de la Rance était expérimental et a permis de tester un nouveau type d'installations : des groupes bulbe par exemple et d'acquérir une bonne connaissance des questions de l'énergie marée-motrice.

La question de la rentabilité est le mot clef de la politique de l'EdF, tous ses programmes sont fondés sur ce point, le choix du nucléaire repose là-dessus, l'abandon de l'équipement hydro-électrique également. De quelle rentabilité parle l'EDF ? D'une rentabilité financière. L'EdF, comme tout monopole capitaliste, pose la question : si j'investis tant de capitaux dans

ce programme quelle sera leur rentabilité dans les années qui viennent ? De ce calcul sont complètement évacuées les considérations d'utilité sociale, les avantages ou inconvénients des projets envisagés. La rentabilité pour l'EdF, c'est la rentabilité du capital financier. Il est bien évident que nous ne pouvons poser ainsi le problème de la rentabilité.

Dans le domaine de l'énergie, comme dans tout autre domaine, nous devons prioritairement prendre en compte l'utilité sociale des investissements. Il faut prendre en compte toutes les questions d'environnement, d'indépendance énergétique, de développement régional, de diversification des sources, étudier les formes les plus appropriées d'approvisionnement et de production en fonction de l'utilisation, des impératifs du développement économique et de la satisfaction des besoins sociaux, tout ce que ne fait pas l'EdF.

Par exemple, le projet des îles Chausey pourra électrifier une bonne partie de l'Ouest, évitant des

transports inutiles des régions productrices d'électricité vers l'Ouest qui en produit très peu. Pour ces raisons, on peut penser raisonnablement que ce projet est rentable.

A propos du nucléaire, les risques liés à l'utilisation industrielle des produits radio-actifs sont considérables, mais sont-ils insurmontables ? Il est certain que la course au profit est dans son essence contradictoire avec la sécurité, dans quelque domaine que ce soit. Mais c'est particulièrement grave dans le nucléaire en raison de la nature des risques que cela comporte, sans commune mesure avec les risques liés aux autres produits. Toute la question est de connaître parfaitement tous les dangers existant et, les connaissant, d'être capables de les empêcher avec une certitude totale. C'est un problème d'expérimentation scientifique et de mobilisation des travailleurs pour la sécurité, cela suppose que les travailleurs aient le pouvoir. Certes, le socialisme ne résoudra pas magiquement toutes les difficultés et n'abolira pas tous les dangers liés au nucléaire, il réalisera seulement les conditions de leur maîtrise.

Un contrôle permanent des travailleurs sur la sécurité signifie que les travailleurs du nucléaire menant l'expérimentation scientifique, s'emparant des connaissances des experts, mettront en œuvre tous les moyens nécessaires pour empêcher les risques. On peut voir les travailleurs du nucléaire, en particulier les camarades du SNPEA CFDT poser un certain

nombre d'exigences de sécurité qui si elles étaient réalisées, réduiraient considérablement les risques.

Sans doute le problème des déchets est-il certainement le plus préoccupant, car en l'état actuel de nos connaissances, nous ne savons pas comment nous en débarrasser sans risques, et il n'y a pas de solution satisfaisante, même sur le plan purement théorique. La seule solution actuelle consiste à stocker les déchets tant qu'ils sont dangereux. Or pour certains, leur période est telle qu'il faudra les surveiller pendant des millénaires : ainsi le plutonium 239 (et non l'uranium) a une période de 24 000 ans alors que les conteneurs où l'on stocke des déchets de haute activité ne durent que 20 ans c'est à dire qu'il faudra régulièrement transvaser les déchets dans de nouveaux conteneurs. On peut penser que dans l'avenir des solutions plus satisfaisantes et notamment la transmutation seront possibles, mais, tant que nous n'avons pas les moyens de résoudre avec certitude ce problème, il serait irresponsable de s'engager dans un programme électro-nucléaire de grande ampleur. Au mieux, dans l'état actuel de nos connaissances, l'électro-nucléaire ne devrait fournir qu'une faible part de l'énergie.

Cette question ne peut pour l'instant être définitivement tranchée, il est nécessaire pour cela d'engager de larges débats avec les travailleurs du nucléaire.

Serge LIVET

**FRONT ROUGE N° 14 EST PARU**

**front rouge**

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste léniniste

**L'EURO-REVISIONNISME A L'HEURE D'HELSINKI**

Passer vos commandes à Front Rouge  
BP 68 75 019 Paris.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevret  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

65<sup>e</sup> épisode

Hélène, elle, avait eu le coup de foudre pour Michel. Elle en était d'autant plus sûre, qu'elle ne se souvenait pas de la date ou du lieu de leur rencontre. Bal ? Garden party ? Une fête de ce genre, avec de la musique et des couples qui dansaient. Michel valsait avec Hélène, et il parlait. Il pensait à voix haute, discutait, comme la jeune fille entendait son père discuter avec ses amis. Quelle idée ! Parler politique à un bal ! Mais quel danseur ! Il valsait en soutenant Hélène encore éblouie, toujours éblouie, dont les pieds ne touchaient plus terre. Quelle mine sérieuse ! Elle s'étonnait qu'il s'intéressât à elle. S'intéressait-il à elle, d'ailleurs ? Cette question, elle se la posa jusqu'à la veille de son mariage.

« Il faut croire qu'il m'aimait, puisqu'il m'a épousée », se dit Hélène.

Elle savait que Michel l'avait aimée. L'aimait-il encore ? Elle évitait cette question. Elle savait surtout qu'il avait fallu beaucoup aimer Michel pour vivre avec lui des années aussi dures. Plus dures qu'elle ne le croyait quand son fiancé lui parlait de révolte, d'indépendance, de pureté. (Les deux sœurs d'Hélène avaient épousé des hommes riches. Comme leur vie semblait aisée !)

Aujourd'hui, les épreuves s'accumulaient, pires qu'avant. Ce n'était pas uniquement à cause des dangers et des privations, qu'Hélène trouvait ces derniers mois pénibles, mais surtout parce que le but, si proche hier, s'éloignait de nouveau.

Trente-sept ans ! Hélène en aurait bientôt trente-huit : l'âge idéal pour retrouver la vie, la facilité (limite fixée d'abord à trente ans, puis à trente-cinq, et que maintenant elle portait en elle). Après la guerre, Michel serait fatigué de ses combats. Son père et lui, chacun à sa façon, luttaient avec de Gaulle et contre Pétain. Une réconciliation serait possible : elle assurerait la sécurité matérielle. Hélène, tout en se rangeant du côté de son mari, ne comprenait pas l'acharnement qu'il mettait à se brouiller avec son père. N'est-il pas normal, pour un fils, d'aimer son père ?

Ce soir, le télégramme du Vercors à Alger laissait prévoir de nouveaux drames pour l'après-guerre. La guerre, même mondiale, ne partageait pas le monde en deux camps. Les vieilles subdivisions résistaient aux généralisations de la haine. Le sénateur et Michel n'étaient pas frères d'armes. Un télégramme remettait tout en question. Hélène dormait, la tête sur la table.

Dans leur chambre, Etienne et Emeline dormaient dans les bras l'un de l'autre, car la nuit était froide, malgré les villages en feu.

..

Une ombre traîne dans la nuit, tenant par la main un enfant. Derrière elle, dans Vassieux en flammes, elle peut encore entendre Français et Allemands rire de leur victoire : c'est l'internationale des brutes. Ils jettent sur un tas de fumier les enfants, les femmes et les paysans qu'ils ont égorgés, après leur avoir arraché les yeux ; d'autres s'amuse à faire éclater des crânes à coups de crosse ; quelques raffinés, plus loin, pendent deux hommes, auxquels ils viennent de couper la langue.

La mère Bordat tire derrière elle sa jambe blessée et l'enfant qui pleure. C'est une petite fille qui passait, ce matin, couverte du sang de sa mère et du sang d'une blessure au bras. La mère Bordat l'a couchée entre elle et une vieille, morte les bras en croix. Elle a mis son mouchoir dans la bouche de l'enfant, pour l'empêcher de geindre.

— Faut faire le mort, mon petit ! Fais le mort, mon petit, sans cela ils nous tueront.

La mère Bordat se demande pourquoi elle a vu de tels massacres. Son âme lui fait mal plus que sa jambe.

— Pourtant, j' suis une brave femme ! J' suis une brave femme ! Et des Français avec les Boches !

Elle ne devrait plus s'étonner, la mère Bordat. Quelques mois plus tôt, des miliciens lui ont enfoncé les tripes à coup de pied « pour la faire parler ».

Mais elle s'étonne, car la bonté s'étonne toujours. Et elle va par les bois, tirant sa jambe et la gosse, marmonnant :

— Pourtant, j' suis une brave femme.

..

Vieljeu fut soulagé lorsqu'il entendit les premiers coups de feu. Catillon, lui, ne broncha pas, attendant l'ordre de contre-attaquer. Les Allemands ayant enlevé les trois avant-postes de la compagnie Chabal, sur le flanc nord, la section de réserve reçut à trois heures l'ordre de les reprendre.

(à suivre)

## Dictionnaire de la Constitution

Les institutions  
de la V<sup>e</sup> République

Raymond Barrillon Jean-Michel Bérard Marie-Hélène Bérard  
Georges Dupuis Alain Grangé-Cabane Yves Mény

Editions Cujas

### DICTIONNAIRE DE LA CONSTITUTION

DICTIONNAIRE DE LA CONSTITUTION, sous la direction de R. Barrillon (Cujas, 45 F) : un manuel des institutions de la V<sup>e</sup> république très pratique à consulter et qui permet de comprendre comment la Constitution de la V<sup>e</sup> a été faite pour un homme et une politique : la primauté de de Gaulle sur la représentation parlementaire des divers partis bourgeois renvoyait à une étape où

l'impérialisme français sous sa conduite pouvait avoir des velléités d'indépendance dans les rapports de force avec les super-puissances. Aujourd'hui, ce dictionnaire montre combien cette Constitution pourrait peut-être se révéler un jour un facteur d'aggravation de la crise politique de la bourgeoisie, divisée par rapport aux partis du programme com-

\*

### DE LA FRANCE

DE LA FRANCE, Maria Antonietta Macciocchi (Le Seuil, 45 F) : le journal d'un tour de France d'une ex-correspondante à Paris de l'Unita, quotidien du PCI, qui rêve de réconcilier Mai 68, les femmes, les masses et le PCF. Ce dernier est parfois fort bien croqué dans sa fonction directement bourgeoise de répression des luttes ouvrières et de collaboration de classe, même s'il est plus présenté comme une « organisation ouvrière droitière » que comme un parti ouvertement révisionniste. Macciocchi a du mal à brûler ce qu'elle a adoré.

Mais quand elle y mêle ses états d'âme sur Althusser, en réussissant ce prodige de ne jamais faire l'analyse réelle de la fonction et du rôle de ce philosophe universitaire dans le parti de Marchais, la lecture de son journal de bord devient fastidieuse. Ajoutez-y des considérations mondaines avec un énarque, et de grossières généralités sur les Français et les Françaises, les uns xénophobes, les autres « dominatrices tout en étant soumises » et vous vous direz : dommage qu'à l'Académie française on soit mysogine !

### LOUIS XIV ET 20 MILLIONS DE FRANÇAIS

LOUIS XIV ET VINGT MILLIONS DE FRANÇAIS, de P. Goubert (Livre de Poche, « pluriel », 15 F) : à relire cet essai d'histoire économique et sociale aujourd'hui édité en format de poche, près de onze ans après sa sortie, on se dit qu'il n'a finalement pas mal réussi. Pierre Goubert, en effet, a écrit là un livre qui, systématiquement, s'est intéressé à l'envers du décor louis-quatorzien. Ses vingt millions de Français auxquels il se consacre, comme il s'était hier penché sur le sort de la paysannerie française d'Ancien Régime avec « Cent mille provinciaux au XVII<sup>e</sup> siècle » (un classique, aujourd'hui publié par Poche Flammarion, 13 F), connaissent une vie brisée, endeuillée par les crises alimentaires qui opèrent des coupes

sombres dans la population, subissent la rente foncière et la pression fiscale de la noblesse et d'une monarchie qui en assure la défense des intérêts. Et ce, au milieu des guerres qui accusent encore plus la crise et la misère. Dès lors, la France de Louis XIV n'est plus seulement « cette minuscule élite d'hommes de plumes, de pinceau et de burin » qui firent Versailles ; elle est d'abord la monarchie absolutiste contre vingt millions de paysans exclus de la fête royale.

Un livre clair, précis, qui avait à sa parution en 1966, suscité pas mal de remous. Tant il est vrai qu'à cette date, il y avait alors en France comme sous Louis XIV des discours exaltant la grandeur nationale, sur fond de crise économique.

\*

### LE GUIDE DU SOCIALISME

LE GUIDE DU SOCIALISME par P. Sevran (Guy Authier, 30 F) : en fait, un guide de la social-démocratie bourgeoise européenne avec des notices biographiques sur les principaux responsables de l'Internationale Socialiste (Soarès, Callaghan, Palme et les autres). Une large part est faite au PS et à Mitterrand. Domma-

ge que la notice biographique de celui-ci comporte de notables blancs. Rien sur ses activités à Vichy qui lui valurent, avec marcellin, la francisque ; rien non plus sur son passage au ministère de l'Intérieur durant la guerre d'Algérie : Fernand Yveton, qu'il a fait guillotiner, est ignoré par ce guide.

## Maria-Antonietta Macciocchi De la France Seuil

### Programme télé

LUNDI 4 AVRIL

#### TF 1

13 h 00 - TF 1 Actualités  
13 h 35 - La télévision régionale  
13 h 50 - Restez donc avec nous  
18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Gedéon  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Les lettres volées  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 - 00 h TF 1 actualités  
20 h 30 - La vengeance aux deux visages  
22 h 45 - La part de vérité : Michel Déon  
23 h 35 - TF 1 Journal et fin.

#### A 2

13 h 50 - Ne le dites pas avec des roses  
14 h 00 - Aujourd'hui madame  
15 h 05 - Les jeudis de madame Giulia

16 h 00 - Aujourd'hui magazine  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - La tirélie  
20 h 00 - Le journal  
20 h 30 - La tête et les jambes  
21 h 55 - Alain Decaux raconte...  
22 h 50 - L'huile sur le feu  
23 h 30 - Journal et fin.

#### FR 3

18 h 45 - Les aventures de Tintin  
19 h 00 - Lolek et Bolek  
19 h 05 - Sports 22  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - FR 3 Actualités  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Un homme est passé  
21 h 50 - Journal et fin.

# LE COMBAT DE 2500 DOCKERS CONTRE USINOR

Interview de Roger Gouvard, secrétaire général du syndicat CGT des dockers de Dunkerque

Par Julien LEBLOND

Les 2 500 dockers de Dunkerque commencent aujourd'hui la quatrième semaine d'un combat implacable contre Usinor. Le port est complètement paralysé.

Tout a commencé le 10 mars : Usinor décide, au mépris des accords conclus avec les dockers du port, de se passer d'eux pour décharger un minéralier japonais. C'est l'étincelle qui met le feu aux poudres. Mais le feu couvait déjà depuis longtemps et Usinor a voulu presser le mouvement pour l'ouverture de son quai aux aciers, prévue initialement pour ce lundi 4 avril.

Les dockers posent aujourd'hui une question : faudra-t-il demain travailler en feux continus sur les quais privatisés d'Usinor avec des salaires amputés et sans les garanties d'embauche qui leur sont acquises depuis trente ans ?

Roger Gouvard, secrétaire général du Syndicat CGT des dockers de Dunkerque nous explique ici les raisons du combat des 2 500 dockers qu'il dirige.

— Avant de prendre l'initiative de déclencher le conflit le 10 mars, Usinor avait déjà usé de multiples manœuvres notamment contre les portiqueurs ? Que vise Usinor aujourd'hui ?

— R.G. : Les portiqueurs qui sont syndiqués chez nous, puisqu'ils déchargent les navires, sont sans cesse frappés. Usinor a licencié un délégué-adjoint sous un faux prétexte (d'injure à contremain). Ils ont aussi mis « à l'herbe » le délégué des portiqueurs. Pour montrer que l'on sentait la grande manœuvre, le syndicat a payé le licencié pendant près d'un mois. Mais pour autant, nous ne sommes pas tombés dans le panneau de déclencher une grève illimitée sur un problème qui n'était pas un problème de fond.

Mais Usinor entend ouvrir son nouveau quai aux aciers le 4 avril : il a pressé le mouvement et a décidé de nous attaquer sur quelque chose où nous étions obligés de réagir, il le sait bien. Usinor entendait instaurer un système de trafic industriel sur un quai commercial. Voilà la manœuvre : Usinor veut considérer que les conventions portuaires n'existent pas pour ce quai commercial. C'est bel et bien un quai spécialisé, mais commercial, où de l'acier vient de partout. Qu'est-ce que cela changerait que le directeur de la société créée pour l'occasion par Usinor pour l'exploitation de ce quai soit en même temps patron de la sidérurgie et patron de cette société de manutention ? Chacun son métier et les vaches seront bien gardées !

On connaît la tactique d'Usinor : ils n'ont pas peur de la grève et ils en ont d'autant moins peur qu'ils reçoivent des milliards pour frapper les travailleurs. La tactique d'Usinor, c'était de nous fatiguer sur un problème de détail. Au dernier moment, ils diraient : « On fait machine arrière, mais vous êtes fatigués et vous n'allez plus réagir ».

En toile de fond de ce conflit, il y a eu en permanence pour Usinor ce problème du quai aux aciers.

Provocation ou non, il y a le fait qu'Usinor se permettait de ne plus mettre de dockers au quai minéralier, c'est-à-dire de ne plus appliquer la loi du 6 septembre 1947 (1). Nous étions là dans l'obligation de réagir. Et nous, nous ne luttons que pour cela, nous le répétons bien fort.

Aujourd'hui, on en arrive à ce que la direction de la SOMABAMI et la direction du port disent : « D'accord, on remet les débardeurs auprès des portiques, mais à la condition que vous discutiez un nouvel accord industriel au quai des aciers ». Là, la manœuvre est dévoilée ! C'est cela qui est honteux ! Usinor a volontairement bloqué un port pendant plusieurs semaines uniquement pour essayer de résoudre à sa façon un problème qui était par ailleurs résolu par des accords commerciaux. Tout simplement, il existe des accords commerciaux portuaires qui peuvent et doivent s'appliquer sur ce quai-là.

— Des accords commerciaux comme celui de 1975, qui fixait les conditions d'exploitation sur les quais d'Usinor ?

— R.G. : L'accord de 75, c'est un autre volet du problème. Quand on a signé cet accord, il était convenu que cet accord était valable pour trois ans. L'éventuel quai aux aciers n'était pas prévu, à cette date, avant quatre ou

cinq ans. Entre temps, il y a eu le plan de relance et Usinor a accéléré les travaux pour la mise en service de ce quai aux aciers. Cela se passerait aujourd'hui, nous n'aurions bien évidemment jamais signé les clauses d'un tel accord. Non, là franchement, Usinor a essayé de nous rouler.

— Antérieurement, à cet accord de 75, il y avait eu déjà des luttes contre Usinor ?

— R.G. : Il y a eu lutte des dockers contre la privatisation du port. On a lutté en 71 contre Chalandon qui voulait instaurer des quais privés sur le port. Purement et simplement. Nous avons lutté contre cela pendant neuf mois. Nous avons gagné. Ensuite, voyant que la manœuvre ne prenait pas, ils ont instauré un autre système : les concessions portuaires. Maintenant, tout le port est divisé en concessions, comme, par exemple, cette concession à la SOTERAC (2). Et cette concession permet à l'exploitant d'avoir sa propre liberté sur son quai. Comprenez l'astuce : ce quai n'est pas privé : il est public, mais au service du... privé ! Et Usinor se retranche derrière de semblables astuces.

— Et si l'ouverture et l'exploitation de ce quai aux aciers se faisait aux conditions voulues par Usinor, quelles en seraient les conséquences pour les dockers ?

— R.G. : L'acier qu'on va charger sur ce nouveau quai, Usinor auparavant le vendait par Anvers. Maintenant que cet acier va passer par Dunkerque, Usinor exige un régime industriel. Régime industriel, cela veut seulement dire : surexploitation des travailleurs, feux continus, minimum d'hommes. Ce n'est pas sur le nombre d'hommes qu'on va se battre, mais contre les feux continus qui sont un crime, car travailler dans l'acier, ce n'est pas travailler dans le minéral. C'est extrêmement dangereux. Dernièrement, on a eu un gars de 32 ans qui est mort, les deux jambes cisailées. La nuit, tu n'as pas moins de la moitié de tes réflexes en moins. Alors, tu te rends compte ce que ça peut être au bout de sept nuits d'affilée ! Nous disons que les feux continus, c'est franchement criminel. Nous n'acceptons de travailler que deux nuits de suite et, ensuite, le gars se repose une journée complète, payée bien évidemment. Nous tolérons deux nuits, c'est tout. La troisième nuit, c'est celle-là la plus fatigante : tu n'as plus de réserves, ton équilibre biologique est détraqué. Et c'est surtout à partir de là que surviennent les accidents les plus graves.

— Donc l'enjeu de la lutte dépasse largement le cadre du port de Dunkerque... ?

— R.G. : C'est un conflit d'enjeu national. Au niveau de la solidarité professionnelle, Fos, par exemple, nous apporte un soutien quotidien. On a reçu d'eux encore un million d'anciens francs aujourd'hui. Nous allons entamer les 2 et 3 avril le deuxième arrêt de travail national sur les ports et docks pendant 48 heures.

— Est-ce qu'on peut compter qu'aujourd'hui le rapport de force puisse étrangler économiquement Usinor ?

— R.G. : Non, ce serait une erreur tactique de notre part de miser sur la fatigue d'Usinor. Usinor est un patronat de combat. Quand il combat, il se



Un groupe de grévistes autour d'un brasero sur le môle.

paie avec l'argent des contribuables, il ne faut pas miser sur sa fatigue. Il ne faut pas miser non plus sur le non-ravitaillement d'Usinor. Cette lutte que nous menons est la nôtre, quels que soient les impacts et les conséquences en d'autres lieux. Ce n'est pas notre faute, c'est uniquement celle d'Usinor. Mais ne comptons pas sur la fatigue d'Usinor, même s'il n'a plus de minéral ! Il n'y a que la pression des travailleurs en lutte et la sympathie que les autres travailleurs ont pour nous qui apportera des résultats. Et notre grève, parce qu'elle leur coûte cher.

— C'était le but de la manifestation interprofessionnelle appelée par la CGT aujourd'hui ?

— R.G. : Oui, apporter la solidarité et prodiguer des explications aux travailleurs car la bourgeoisie s'énerve et déforme les réalités.

— Et le fait que les dockers du Havre ne respectent pas le blocus des navires d'Usinor, cela compromet-il la lutte ?

— R.G. : Non, ce n'est pas grave. Tout simplement, ils travaillent au ralenti à la place de faire une grève. Ils appliquent d'autres méthodes de combat : ils baissent les cadences. C'est une forme de lutte qui fait aussi très mal.

— Mais avec les menaces de chômage sur les entreprises dunkerquoises, n'y a-t-il pas risque que les dockers soient isolés s'il n'y a pas de réelles initiatives pour s'associer les travailleurs de ces entreprises ?

— R.G. : En règle générale, depuis qu'Usinor est là, tous les travailleurs de la région dunkerquoise subissent des coups terribles. Les patrons copient tous sur Usinor. A travers la chambre de commerce où le président est M. Boudot, ancien directeur d'Usinor, on voit que la politique de la bourgeoisie du coin, c'est vraiment de freiner les salaires au maximum et de porter des coups, même si ça leur coûte. Il faut dire que les travailleurs de la région voient d'un bon œil quelqu'un qui ose relever la tête. En vérité, ce qu'ils ne peuvent ou n'osent pas faire, ils applaudissent quand nous, nous le faisons. Ils nous apportent un soutien moral. Il ne faut pas se leurrer : quand un maître des forges aussi important s'installe dans une région comme celle-là, il opprime tout le monde même les petits patrons. Usinor est un seigneur. J'emploie souvent l'image : Usinor a le droit de cuissage dans la région dunkerquoise.

— En résumé, sur quelles bases les dockers peuvent-ils accepter un nouvel accord portuaire avec Usinor aujourd'hui ?

— R.G. : Nous, nous ne sommes pas négatifs. S'il n'y a pas les feux continus, si la vie et la sécurité de nos camarades sont protégés, si nos con-

ventions collectives ne sont pas touchées, nous acceptons de trouver un accord qui permette à Usinor de travailler continuellement sur son quai, c'est-à-dire sept jours sur sept et 24 H sur 24. Mais ce dont on ne veut à aucun prix, quels que soient les arguments mis en avant, c'est qu'on nous retire même un peu de nos avantages acquis.

Je vois mal Usinor installer un quai auprès du Dyck, là-bas en pleine mer. Alors, quand Usinor dit qu'il installe un quai privé dans notre port, cela ne veut rien dire du tout. Si je prends mon lit et que je m'installe chez toi en disant : « Ça c'est mon lit », toi tu vas dire : « Oui, mais c'est ma maison ». Tu vas me mettre dehors, et tu auras raison. La comparaison est peut-être grossière, mais c'est exactement le problème. Et le pire, c'est qu'ils ont fait cela avec nos impôts. Non, mais ils se comportent en véritables sorciers de la nation !

— Et si, à la place de ce gouvernement Giscard-Barre, il y avait un gouvernement de gauche, les conditions de la lutte s'en trouveraient-elles fondamentalement changées ?

— R.G. : J'estime que oui, parce que nos moyens de pressions politiques, actuellement, tombent dans la vase. Parce que les dirigeants d'Usinor commandent les ministres. Ce sont leurs hommes. Tandis qu'avec un gouvernement de gauche, ce seraient sans doute des hommes politiques — peut-être pas toujours d'accord avec nous, on l'a vu souvent avec les socialistes notamment pendant la guerre d'Algérie — mais dont les pressions politiques auraient sans doute plus de valeur. On n'oublie pas d'ailleurs que c'est Jules Moch qui fut le premier à mettre en l'air notre BCRO (3). Alors un gouvernement de gauche, même s'il n'était pas parfait, pourrait peut-être passer par-dessus la tête d'Usinor. Tout en émettant les réserves que j'indiquais à l'instant et au vu de l'expérience qu'on en a fait. Parce que là-dessus, je dis qu'il ne faut pas promettre plus de beurre que de pain aux travailleurs...

(propos recueillis le 1<sup>er</sup> avril 1977)

(1) Loi du 6 septembre 47 ou « loi Croizat » : c'est le statut du Docker qui garantit un certain nombre d'avantages concernant notamment, l'embauche, l'emploi et les salaires en cas de chômage dû aux fluctuations du trafic.

(2) SOTERAC : société créée de toutes pièces par Usinor pour l'exploitation de son nouveau quai aux aciers à l'image de la SOMABAMI créée également par Usinor autrefois pour exploiter son quai minéralier.

(3) Le bureau d'embauche tel qu'il était garanti par la loi de septembre 47. Jules Moch vola au secours des armateurs.